Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# Commission municipale du Québec

## Rapport annuel 1987-1988

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé
par la Commission municipale du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 2e trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-082407
ISSN 0229-8139
© Gouvernement du Québec

Monsieur André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales
20, avenue Chauveau
Édifice Cook-Chauveau
Québec

Monsieur le Ministre,

Je vous transmets le rapport annuel de la Commission municipale du Québec pour l'exercice 1987-1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président,

Richard Beaulieu, j.c.p.

Québec, juin 1988

# Table des matières


**Chapitre 1**
**Création, historique, organisation, fonctionnement et compétence de la Commission** 7

1.1 Création 7

1.2 Historique 7

1.3 Juridiction 7

1.4 Expédition des affaires 9

1.5 Siège social 9

1.6 Liste des membres au 31 mars 1988 9

**Chapitre 2**
**Sommaire des activités de la Commission** 11

**Chapitre 3**
**Recommandations de la Commission à l'égard de soumissions publiques** 13

**Chapitre 4**
**Aménagement et urbanisme** 15

4.1 Mandats de la Commission 15

4.2 La fonction d'enregistrement 15

4.3 Les avis de conformité 15

— Tableau I: État du processus d'aménagement des MRC au 31 mars 1988 15

— Tableau II: État du processus d'aménagement des municipalités, avant l'entrée en vigueur du SA, au 31 mars 1988 (PU) 19

— Tableau III: État du processus d'aménagement des municipalités, après l'entrée en vigueur du SA, au 31 mars 1988 (PU) 25

— Tableau IV: État du processus d'aménagement des municipalités au 31 mars 1988 (PPUC) 27

— Tableau V: Statistiques cumulatives des enregistrements pour les municipalités et les MRC au 31 mars 1988 29

— Tableau VI: Sommaire des documents devant être transmis par les MRC pour enregistrement dans le processus d'élaboration du SA 33

— Tableau VII: Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement dans le processus d'élaboration et d'adoption d'un plan et de règlements d'urbanisme avant l'entrée en vigueur du SA 34

— Tableau VIII Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement dans le processus d'élaboration et d'adoption d'un plan et de règlements d'urbanisme après l'entrée en vigueur du SA 35

— Tableau IX: Sommaire des documents devant être transmis par le ministre des / ffaires municipales pour enregistrement 36

**Chapitre 5**
**Requêtes déposées à la Commission et permis d'évaluateur** 37

5.1 Requêtes en appel des décisions du sous-ministre de l'Environnement 37

5.2 Requêtes en appel de la part de fonctionnaires municipaux 37

5.3 Requêtes et révocations de reconnaissance à des fins d'exemption de taxes foncières et de taxes d'affaires 41

5.3.1 Requêtes en reconnaissance à des fins d'xemption de taxes foncières 41

5.3.2 Requêtes en révocation de reconnaissance (taxes foncières) 47

5.3.3 Requêtes en reconnaissance à des fins d'exemption de taxes d'affaires 50

5.4 Requêtes en fixation du prix de vente d'eau 51

5.5 Permis d'évaluateur 52

5.6 Relevé général des décisions rendues par la C.M.Q. sur les requêtes et permis (auditions publiques) 52

**Chapitre 6**
**Tutelle des municipalités** 53

6.1 Mise en tutelle 53

6.2 Cessation de tutelle 53

6.3 Contrôle des municipalités en tutelle 53

6.4 Municipalités en tutelle au 1er avril 1987 54

6.5 Municipalités mises en tutelle entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988 54

6.6 Relevé général des résolutions administratives adoptées par la Commission lors des tutelles 55

6.7 Procès-verbaux des municipalités sous tutelle 55

**Chapitre 7**
**Administration de municipalités sans conseil** 57

7.1 Loi sur la Commission municipale (a. 100) 57

7.2 Relevé général des interventions (résolutions administratives) de la Commission (a. 100) 57

7.3 Autres résolutions administratives 57

**Chapitre 8**
**Les enquêtes de la Commission** **59**

8.1 Compétence **59**

8.1.1 Pouvoir général d'enquête **59**

8.1.2 Pouvoirs spéciaux d'enquête **59**

8.2 Pouvoirs des enquêteurs **59**

8.3 Déroulement des enquêtes **59**

8.4 Aboutissement des enquêtes **60**

8.5 Enquêtes terminées en cours d'exercice **60**

8.6 Enquêtes en cours d'exercice **60**

8.7 Enquêtes à l'égard de regroupements municipaux **60**

8.8 Enquête en vertu de l'article 22.1 de la Loi sur la Commission municipale **61**

8.9 Enquête en vertu des articles 64.1 à 64.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) **61**

# Chapitre 1
# Création, historique, organisation, fonctionnement et compétence de la Commission

## 1.1 Création

Création de la Commission municipale du Québec (C.M.Q.), (L.Q. 1931-1932, c. 56).

Elle se compose alors de deux membres dont un président.

Elle exerce ses pouvoirs à l'endroit des municipalités, des commissions scolaires et des fabriques et ses pouvoirs consistent principalement dans l'approbation des emprunts temporaires et à long terme, la tenue d'enquêtes sur l'administration financière des municipalités et l'exercice de la tutelle des municipalités en défaut.

## 1.2 Historique

1933 Approbation des engagements de crédit.

1934 Application de la loi de la Commission municipale à la ville de Montréal.

1957 Le sous-ministre du ministère des Affaires municipales devient membre d'office de la C.M.Q.

1962 — La C.M.Q. demeure à trois membres mais le sous-ministre des Affaires municipales n'en fait plus partie.

— Introduction d'un premier pouvoir quasi judiciaire, soit le droit d'appel accordé aux greffiers, trésoriers ou secrétaires-trésoriers et chefs de police des cités et villes.

1964 Avis au ministre des Affaires municipales sur les demandes d'autorisation d'accorder un contrat à un autre que le plus bas soumissionnaire.

1965 — Le nombre des membres passe de trois à six.

— Les emprunts des fabriques ne requièrent plus l'approbation de la C.M.Q.

1968 — Le Gouvernement peut demander à la C.M.Q. de tenir des enquêtes sur tout aspect de l'administration des municipalités.

— Le droit d'appel à la C.M.Q. est accordé aux trésoriers et secrétaires-trésoriers adjoints des municipalités régies par le Code municipal.

— Le droit d'appel des chefs de police à la C.M.Q. est transféré à la Commission de police du Québec.

— Le droit d'appel à la C.M.Q. est accordé à tous les non-salariés des municipalités régies par la Loi sur les cités et villes.

1970 Le nombre des membres passe de six à dix.

1972 — La Régie des eaux est abolie et certains de ses pouvoirs sont accordés à la C.M.Q.

— Par la même occasion, les membres de la Régie des eaux deviennent membres de la C.M.Q., ce qui porte leur nombre de dix à quinze.

1982 Cessation de la juridiction de la C.M.Q. sur les commissions scolaires.

1984 La Commission nationale de l'aménagement est abolie et ses pouvoirs sont transférés à la C.M.Q.

1985 Disparition du pouvoir d'approbation des emprunts temporaires et à long terme ainsi que des engagements de crédit.

1987 — La C.M.Q. obtient un pouvoir d'arbitrage conventionnel pour régler les différends entre municipalités.

— La C.M.Q. peut accorder des exemptions de taxe d'affaires.

— La C.M.Q. peut fixer les tarifs d'élimination des déchets.

— La C.M.Q. peut faire enquête pour déterminer certaines fins de mandat des élus municipaux.

## 1.3 Juridiction

### *1.3.1 Appels des hauts fonctionnaires*

Les hauts fonctionnaires municipaux, c'est-à-dire tous les fonctionnaires et employés d'une municipalité qui sont non syndicables, peuvent en appeler à la Commission de leur destitution, de leur réduction de traitement et de certaines suspensions sans solde.

### *1.3.2 Appel des décisions du sous-ministre de l'Environnement*

La Commission entend les appels d'ordonnance ou de refus d'autorisation du sous-ministre de l'Environnement.

### *1.3.3 Arbitrage conventionnel*

Deux organismes municipaux ou plus peuvent convenir de soumettre à l'arbitrage de la Commission un différend né ou éventuel. Ne peut être soumis à cet arbitrage un différend qui, en vertu d'une loi, doit être décidé par une autorité autre qu'un tribunal judiciaire.

### *1.3.4 Arbitrage des ententes intermunicipales*

La Commission peut intervenir comme arbitre dans les conflits résultant des ententes intermunicipales. Cet arbitrage ne peut intervenir qu'après l'échec d'une médiation du ministre des Affaires municipales.

### *1.3.5 Tarification pour les sites d'élimination des déchets*

La C.M.Q. peut, sur demande, modifier tout ou partie des prix publiés par l'exploitant d'un site d'élimination des déchets.

### *1.3.6 Prix de vente de l'eau*

La Commission fixe le prix de vente de l'eau entre municipalités à défaut d'entente entre celles-ci.

### *1.3.7 Aménagement du territoire*

La Commission exerce, depuis le mois de juin 1984, tous les pouvoirs de la Commission nationale de l'aménagement créée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

### *1.3.8 Exemption de taxes foncières*

La Commission peut accorder des reconnaissances à des fins d'exemption de taxes foncières à certains organismes sans but lucratif ou à des organismes de charité. Pour être reconnus, les organismes doivent utiliser des locaux ouverts au public à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales.

### *1.3.9 Exemption de taxes d'affaires*

La C.M.Q. peut, après consultation de la corporation municipale, exempter de la taxe d'affaires certaines activités excercées dans une place d'affaires:

- une activité exercée dans un but non lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage du public;
- une activité administrative rattachée à la poursuite d'une activité exercée, conformément au paragraphe précédent, à des fins culturelles, scienfitiques, écologiques, récréatives, charitables ou de protection des animaux, même si cette activité administrative est exercée dans un immeuble distinct à l'usage du public ou non;
- une activité administrative rattachée à une activité exercée dans un but non lucratif, principalement en vue de la défense des intérêts ou des droits d'un groupe de personnes formé en raison de la langue, de l'origine ethnique ou nationale, de l'âge ou d'un handicap ou en vue de lutter contre une forme de discrimination illégale ou en vue de venir en aide à des personnes socialement ou économiquement défavorisées ou à des personnes opprimées.

### *1.3.10 Permis d'évaluateur*

La Commission établit les critères de délivrance de permis d'évaluateur et délivre ces permis.

### *1.3.11 Mise en tutelle*

La Commission peut s'adresser à la Cour supérieure pour faire mettre une municipalité sous sa tutelle lorsque celle-ci n'est plus en mesure de faire face à ses obligations financières.

### *1.3.12 Assujettissement*

La C.M.Q. exerce des pouvoirs de tutelle à l'égard des municipalités assujetties à son contrôle par le Gouvernement à l'occasion d'une demande d'enquête sur tout ou partie de l'administration de ces municipalités.

### *1.3.13 Annexions et fusions*

La Commission peut enquêter sur l'opportunité d'une annexion de territoires ou peut entendre les opposants à un projet de regroupement de municipalités.

### *1.3.14 Administration temporaire*

La Commission administre temporairement les municipalités où un conseil municipal ne peut pas siéger faute de quorum.

### *1.3.15 Enquêtes*

La Commission enquête, de sa propre initiative ou à la demande du ministre des Affaires municipales, sur l'administration financière des municipalités; elle enquête également, à la demande du Gouvernement, sur tout aspect de l'administration des municipalités.

### *1.3.16 Enquêtes sur les fins de mandat des élus*

Le greffier ou secrétaire-trésorier qui se rend compte de la fin du mandat d'un membre du conseil en raison de son défaut d'assister aux séances du conseil, de son inhabilité, de la nullité de son élection ou de la dépossession de sa charge en avise par écrit, le plus tôt possible, la C.M.Q. La Commission, après enquête, constate ou non la fin du mandat. Elle transmet une copie de sa décision, en même temps, à la municipalité et au membre intéressé.

### *1.3.17 Avis au ministre des Affaires municipales*

Lorsqu'une disposition législative donne au ministre le pouvoir d'approuver, d'autoriser ou de désavouer un règlement, une résolution ou un autre acte, il peut, avant de prendre sa décision, demander l'avis de la Commission municipale du Québec.

### *1.3.18 Soumissions*

La Commission analyse systématiquement les demandes d'autorisation d'accorder des contrats à d'autres que les plus bas soumissionnaires et donne son avis au ministre des Affaires municipales.

## 1.4 Expédition des affaires

L'expédition des affaires courantes confiées à la Commission municipale, en matière administrative, se fait au siège social.

L'expédition des affaires en matière quasi judiciaire et les auditions à des fins d'enquête s'effectuent partout au Québec, principalement, le plus près des citoyens intéressés.

Le quorum de la Commission est de deux membres et la quasi-totalité des
affaires sont traitées par deux membres désignés par le président.

## 1.5 Siège social

Le siège social de la Commission municipale est à Québec en vertu d'un arrêté en conseil adopté en 1932. Il est présentement situé à l'adresse suivante:

Commission municipale du Québec
20, avenue Chauveau
5e étage de la Tour
Québec (Québec)
G1R 4J3

La Commission maintient, en outre, un bureau permanent à Montréal à l'adresse suivante:

Commission municipale du Québec
800, boulevard de Maisonneuve Est
Bureau 1400
Montréal (Québec)
H2L 4L8

## 1.6 Liste des membres au 31 mars 1988

Richard Beaulieu, *j.c.p.*, président
Jean-Charles Lafond, *avocat*, vice-président
Jean-Paul Boucher, *ing.*, vice-président
François Mathieu, *avocat*, vice-président
Mariette Bécotte, *adm.*
Lucien Caron, *adm.*
Guy Desbiens, *adm.*
Claude Gélinas, *avocat*
Jérémie Giles, *C.R.I.*
Jean-Guy Houde, *avocat*
Paul Laliberté, *ing. et urbaniste*
Odette Lapalme, *avocate*
Roger Létourneau, *adm.*
Jean-Marc Rivest, *urbaniste*
Marcel Robidas, *adm.*
Louise Sauvé-Cuerrier, *adm.*
Armand Trottier, *adm.*
Secrétaire: Caroline Pouliot, *notaire*

# Chapitre 2
# Sommaire des activités de la Commission

| Genre d'activité | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
| **1. Approbations concernant les:** | | | |
| — Énumérations abrégées approuvées en vertu des articles 513 de la Loi sur les cités et villes et 1027 du Code municipal | 45 | 53 | 32 |
| — Fonds de rente de retraite approuvés en vertu des articles 464.8 de la Loi sur les cités et villes et 704 à 706 du Code municipal | 82 | 84 | 60 |
| — Ententes approuvées et relatives à la gestion des déchets (a. 549, C.M.) et à la gestion de fonds de rente de retraite (a. 710, C.M.) | 6 | 25 | 4 |
| **2. Résolutions diverses de la Commission** | 34 | 17 | 18 |
| **3. Recommandations au ministre des Affaires municipales à l'égard de soumissions publiques** (voir chapitre 3) | 16 | 20 | 18 |
| **4. Enregistrements effectués en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme** (voir chapitre 4) | 805 | 1096 | 1332 |
| **5. Décisions sur requêtes déposées à la Commission, en vertu des pouvoirs quasi judiciaires et des pouvoirs administratifs** (voir chapitre 5) | 289 | 237 | 193 |
| **6. Tutelles de la Commission** (voir chapitre 6) | | | |
| — Résolutions administratives adoptées par la Commission pour l'administration de tutelle | 127 | 35 | 106 |
| — Procès-verbaux des municipalités analysés par la Commisssion | 57 | 10 | 47 |
| **7. Administrations de municipalités sans conseil** (voir chapitre 7) | | | |
| — Résolutions administratives adoptées par la Commission, en vertu de l'article 100 de sa loi constitutive | 233 | 412 | 51 |
| — Résolutions administratives adoptées par la Commission pour permettre l'application du susdit article | 16 | 60 | 1 |
| **8. Enquêtes de la Commission** (voir chapitre 8) | | | |
| — Rapports d'enquête au gouvernement sur l'administration de municipalités | 2 | 2 | 1 |
| — Rapports d'enquête au ministre à l'égard des regroupements municipaux | 3 | 2 | 2 |
| **Total global** | **1715** | **2053** | **1865** |

# Chapitre 3

## Recommandations de la Commission à l'égard de soumissions publiques

L'article 573 de la Loi sur les cités et villes et l'article 935 du Code municipal, ainsi que quelques autres dispositions législatives au même effet, exigent que l'on obtienne l'autorisation du ministre des Affaires municipales avant d'accorder un contrat à une personne autre que celle qui a présenté, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

Le texte de ces articles ne fait nulle mention de la Commission municipale du Québec. Toutefois, les ministres des Affaires municipales ont toujours demandé l'avis de la Commission municipale sur ce genre de demande, et ce, depuis l'introduction de cette obligation dans la loi.

La Commission municipale a fait dix-huit recommandations au ministre. De ce nombre, quatre ont été agréées, neuf refusées et cinq ont fait l'objet d'un retrait de la part des municipalités au cours du présent exercice.

Le tableau suivant illustre la situation pour le présent exercice et les exercices financiers précédents.

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Recommandations au ministre | 16 | 20 | 18 |
| Agréées | 4 | 9 | 4 |
| Refusées | 10 | 9 | 9 |

**Nom des municipalités dont les demandes ont été agréées et refusées en 1987-1988, pour l'octroi d'un contrat à un autre que le plus bas soumissionnaire**

| Demandes agréées | Demandes refusées |
|---|---|
| Saint-Épiphane, p | Châteauguay |
| Saint-Pierre | Hull |
| Sillery | Irlande, sd |
| Val-d'Or | Lévis |
| | North Hatley, vl |
| | Notre-Dame-de-Lourdes, p (Joliette) |
| | Notre-Dame-de-Lourdes, p (Mégantic) |
| | Sainte-Monique, sd (Lac-St-Jean) |
| | Val-d'Or |

N.B. : Cinq retraits : Chambly
Joliette
Lac-Carré, vl
MRC de Papineau
Régie intermunicipale d'assainissement de la Haute-Bécancour

# Chapitre 4
# Aménagement et urbanisme

## 4.1 Mandats de la Commission

La Commission a essentiellement deux mandats principaux conférés par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

— la Commission est la gardienne de tous les documents d'aménagement et d'urbanisme que doivent lui acheminer pour fins d'enregistrement les municipalités régionales de comté (MRC), les municipalités locales et le Gouvernement. La Commission doit tenir ces documents disponibles pour consultation et en délivrer copie, moyennant le tarif déterminé par le Gouvernement.

— la Commission doit rendre des avis de conformité entre des documents d'aménagement et d'urbanisme lorsqu'une demande en ce sens lui est adressée.

La Commission peut ainsi être appelée à émettre un avis de conformité à la demande d'une municipalité, d'un groupe de propriétaires ou de locataires, ou du ministre des Affaires municipales.

Ces demandes peuvent être formulées lorsque l'une ou l'autre des situations suivantes se présente:

— une municipalité peut demander à la Commission un avis sur la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement de son plan d'urbanisme ou de l'un de ses règlements d'urbanisme lorsque la municipalité régionale de comté ne délivre pas, dans le délai prévu par la loi, le certificat de conformité requis pour l'entrée en vigueur de ce plan ou règlement ou, le cas échéant, de leur modification; une telle demande peut également être adressée à la Commission à l'égard d'un règlement régissant l'émission des permis de construction, visé à l'article 116 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

— lors de la modification ou de la révision du schéma d'aménagement par la municipalité régionale de comté, une municipalité ou dix propriétaires ou locataires visés par ce schéma peuvent demander à la Commission si la modification du schéma envisagée affecte les objectifs du schéma ou les dispositions du document complémentaire; cette demande peut être adressée lorsque la résolution du conseil de la municipalité régionale de comté indique que la modification envisagée n'affecte pas les objectifs du schéma d'aménagement ou les dispositions du document complémentaire;

— suite à l'entrée en vigueur d'un plan d'urbanisme ou d'une modification de ce plan, cinq propriétaires ou locataires de la municipalité peuvent demander à la Commission un avis sur la conformité au plan d'urbanisme des règlements adoptés pour la mise en œuvre de ce plan ou de sa modification. Une demande d'avis peut également être adressée à la Commission à l'égard de la conformité des règlements d'urbanisme adoptés en exécution d'un programme particulier d'urbanisme applicable au «centre-ville» ou au «secteur central» d'une municipalité, lorsque ce programme particulier est adopté avant l'adoption d'un plan d'urbanisme et avant l'entrée en vigueur d'un schéma d'aménagement;

— lors de l'adoption ou, le cas échéant, de la modification par la municipalité régionale de comté d'un règlement d'urbanisme dans un territoire non organisé, suite à l'entrée en vigueur de son schéma d'aménagement, trois propriétaires ou locataires de ce territoire peuvent demander à la Commission un avis sur la conformité de ce règlement aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire;

— enfin, le ministre des Affaires municipales peut demander un avis à la Commission sur la conformité d'une intervention gouvernementale projetée, si le conseil de la municipalité régionale de comté est d'opinion que l'intervention projetée n'est pas conforme aux objectifs du schéma d'aménagement ou aux dispositions du règlement de contrôle intérimaire.

Le ministre peut également, en vertu des pouvoirs généraux qui lui sont conférés, demander à la Commission un avis sur la conformité de tout plan ou règlement, ou de toutes modifications envisagées au schéma d'aménagement, aux objectifs et aux dispositions du document complémentaire de ce schéma. Il peut aussi demander un avis sur la conformité des règlements d'urbanisme au plan d'urbanisme d'une municipalité.

## 4.2 La fonction d'enregistrement

Au 31 mars 1988, la Commission avait procédé à l'enregistrement de 5 801 documents d'urbanisme et d'aménagement dont 1 332 au cours de l'exercice visé par le présent rapport, comparativement à 1 096 au cours de l'exercice précédent.

Actuellement, 94 MRC ont déposé une proposition d'aménagement, 94 ont déposé une version définitive de leur schéma d'aménagement et 94 ont adopté leur schéma d'aménagement par règlement. Si l'on regarde le tableau I «État du processus d'aménagement

des MRC au 31 mars 1988», une seule MRC n'a pas adopté par règlement son schéma d'aménagement. À cette même date, 32 MRC ont vu leur schéma entrer en vigueur et un de ces schémas n'avait pas encore reçu la sanction du ministre et n'est donc pas en vigueur.

La CRO et la MRC de Laval qui ont des schémas en vigueur, procèdent présentement à des révisions de leur schéma.

Comme pour le dernier exercice, les enregistrements relatifs aux modifications des règlements de contrôle intérimaire par les MRC ont été nombreux, soit 144.

Le processus de modification des schémas d'aménagement après leur entrée en vigueur, a été amorcé. En effet, sept projets de règlement modifiant le schéma d'aménagement ont été enregistrés par la C.M.Q., alors que trois modifications ont été sanctionnées par règlement et enregistrées.

Dans le domaine de l'urbanisme municipal, après une période d'accalmie, les enregistrements ont été plus nombreux que pour les années passées. Quarante-deux municipalités se sont engagées dans le processus d'élaboration d'un plan d'urbanisme après l'entrée en vigueur des schémas pour porter le nombre total de municipalités ainsi engagées à 70.

Au cours du présent exercice, 132 municipalités se sont également engagées dans la préparation d'un plan d'urbanisme vu l'imminence de l'entrée en vigueur du schéma de la MRC. En effet, il y a lieu de souligner que dans la majorité des cas, les MRC sont dotées d'un schéma approuvé par règlement dont la mise en vigueur ne sera décrétée qu'après que l'autorisation du ministre aura été versée au dossier.

Au cours de 1987-1988, seulement quatre municipalités ont entrepris l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme et sept nouvelles municipalités se sont dotées d'un programme particulier d'urbanisme pour porter à 59 le nombre de programmes en vigueur dans l'ensemble du Québec.

Sur le plan administratif, la Commission a procédé de nouveau à l'acquisition d'équipements de plus grande puissance dans le but de maintenir sa capacité de réponse aux besoins grandissants d'enregistrement, d'analyse statistique et aux demandes d'informations découlant de l'existence de sa banque de données.

### 4.3 Les avis de conformité

Le mécanisme des avis de conformité prévu par la loi a été opérationnel au cours de la dernière année. En effet, les MRC ont émis et fait enregistrer 36 avis de conformité relativement à des nouveaux plans et règlements d'urbanisme, préparés par des municipalités à la suite de l'approbation d'un schéma. Des avis de conformité ont aussi été émis par les MRC relativement à 29 plans et règlements d'urbanisme qui existaient déjà avant la mise en vigueur d'un schéma et étaient conformes à ce dernier. Deux modifications apportées par des municipalités à leur plan d'urbanisme ont été l'objet d'un avis de conformité par la MRC concernée.

Comme il a été indiqué plus haut dans ce document, de nombreux recours peuvent être exercés en matière de demande d'avis de conformité à la Commission municipale. Au cours de la dernière année, la Commission n'a été saisie d'aucune demande d'avis de conformité.

Tableau I

**État du processus d'aménagement des MRC au 31 mars 1988**

| Municipalité régionale de comté | Règlement de contrôle intérimaire | Résolution élaboration d'un SA | Proposition préliminaire d'aménagement | Proposition d'aménagement | Orientations et projets du Gouvernement | Version définitive du SA | Règlement schéma d'aménagement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Abitibi | 84-02-28 ev | 84-01-11 | 85-05-08 | 86-07-14 ré | 86-10-10 | 87-03-11 | 87-06-30 |
| Abitibi-Ouest | 84-02-18 ev | 84-03-14 | 84-12-12 | 85-10-05 ré | 86-01-13 | 86-05-14 | 86-12-10 |
| Acton | 83-04-13 ev | 82-12-15 | 85-06-12 | 86-04-18 ré | 86-07-14 | 86-08-13 | 88-03-17 ev |
| Antoine-Labelle | 84-03-02 ev | 83-12-21 | 85-04-10 | 85-11-01 ré | 86-01-29 | 86-05-07 | 86-12-10 |
| Argenteuil | 84-03-22 ev | 84-01-11 | 85-08-14 | 86-02-18 ré | 86-05-16 | 86-08-13 | 87-03-11 |
| Arthabaska | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 85-05-15 | 86-01-13 ré | 86-04-10 | 86-07-16 | 86-12-10 |
| Avignon | 83-05-12 ev | 82-12-14 | 85-10-08 | 86-08-25 ré | 86-11-21 | 86-12-09 | 87-06-09 |
| Beauce-Sartigan | 84-03-22 ev | 84-03-22 | 85-08-21 | 86-02-14 ré | 86-05-14 | 86-07-30 | 87-03-25 |
| Beauharnois-Salaberry | 83-04-15 ev | 83-01-05 | 85-08-21 | 86-06-06 ré | 86-09-04 | 86-10-15 | 87-03-25 |
| Bécancour | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 84-05-16 | 85-04-16 ré | 85-07-12 | 86-07-03 | 88-02-11 ev |
| Bellechasse | 83-04-12 ev | 82-12-15 | 85-05-15 | 86-01-21 ré | 86-04-18 | 86-11-26 | 87-12-31 ev |
| Bonaventure | 83-05-17 ev | 83-01-05 | 85-10-23 | 86-08-01 ré | 86-10-29 | 87-04-15 | 87-07-29 |
| Brome-Missisquoi | 84-05-24 ev | 84-06-19 | 85-07-16 | 86-04-25 ré | 86-07-23 | 86-11-26 | 87-05-19 |

| Municipalité régionale de comté | Règlement de contrôle intérimaire | Résolution élaboration d'un SA | Proposition préliminaire d'aménagement | Proposition d'aménagement | Orientations et projets du Gouvernement | Version définitive du SA | Règlement schéma d'aménagement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Caniapiscau * | 83-05-25 ev | 82-12-08 | 85-01-15 | 85-08-15 ré | 85-11-08 | 86-05-13 | 87-05-07 ev |
| Champlain | 83-12-20 ev | 83-12-20 | 85-06-18 | 85-12-05 ré | 86-03-03 | 86-05-06 | 87-07-29 ev |
| Charlevoix | 83-03-21 ev | 82-12-08 | 84-01-11 | 85-02-05 ré | 85-05-02 | 85-11-13 | 87-12-24 ev |
| Charlevoix-Est | 83-03-22 ev | 82-12-13 | 84-01-12 | 85-02-26 ré | 85-05-23 | 85-12-18 | 86-10-22 |
| Coaticook | 83-03-30 ev | 82-12-08 | 84-10-17 | 85-07-08 ré | 85-10-04 | 86-02-19 | 86-12-25 ev |
| CRO (révision) | 77-04-14 ev | — | — | 86-07-02 ré | 86-12-19 | 87-01-22 | 87-06-18 |
| CUM | 83-12-21 ev | 83-12-21 | 84-04-25 | 85-02-27 ré | 85-08-20 | 85-11-21 | 87-12-31 ev |
| CUQ | 79-04-03 ev | — | — | — | — | — | 85-10-02 ev |
| D'Autray | 83-04-14 ev | 82-12-08 | 84-09-26 | 85-11-14 ré | 86-02-10 | 86-06-11 | 88-03-31 ev |
| Denis-Riverin | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 85-02-21 | 86-01-06 ré | 86-04-05 | 86-10-27 | 87-03-27 |
| Desjardins | 84-02-23 ev | 84-02-23 | 86-02-05 | 86-12-27 ré | 87-01-20 | 87-04-21 | 87-10-14 |
| Deux-Montagnes | 84-05-05 ev | 84-02-29 | Dispensée | 86-05-05 ré | 86-07-31 | 86-08-27 | 86-12-09 |
| Drummond | 83-04-13 ev | 82-12-11 | 85-06-05 | 86-06-18 ré | 86-09-12 | 86-11-26 | 88-02-23 ev |
| Francheville | 83-03-23 ev | 82-11-24 | 84-12-12 | 85-08-22 ré | 85-11-19 | 86-06-25 | 87-12-10 ev |
| Joliette | 83-03-24 ev | 82-12-07 | 84-12-18 | 86-04-25 ré | 86-07-24 | 86-10-21 | 87-12-10 ev |
| Kamouraska | 83-12-14 ev | 83-12-14 | 85-09-11 | 86-05-29 ré | 86-08-18 | 86-11-26 | 87-03-24 |
| L'Amiante | 83-03-21 ev | 82-11-24 | 86-02-12 | 86-07-07 ré | 86-10-01 | 86-11-26 | 87-03-25 |
| L'Assomption | 83-12-12 ev | 83-12-12 | 86-02-10 | 86-05-15 ré | 86-08-13 | 86-09-09 | 86-12-09 |
| L'Érable | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 84-06-13 | 85-01-07 ré | 85-04-03 | 86-02-12 | 88-03-17 ev |
| L'Île-d'Orléans | 84-08-18 dé | 85-09-04 | 86-07-09 | 87-05-27 ré | 87-08-04 | 87-12-08 | — |
| L'Islet | 83-03-30 ev | 82-12-09 | 85-01-14 | 85-10-02 ré | 85-12-20 | 86-09-08 | 88-03-30 ev |
| L'Or-Blanc | 83-03-21 ev | 82-12-09 | 84-03-01 | 84-06-12 ré | 84-09-10 | 84-11-28 | 85-11-25 ev |
| La Côte-de-Beaupré | 84-01-07 ev | 83-10-26 | 85-11-06 | 86-07-21 ré | 86-10-17 | 87-02-11 | 87-06-03 |
| La Côte-de-Gaspé | 83-04-27 ev | 82-12-10 | 85-05-15 | 85-11-14 ré | 86-02-10 | 86-08-20 | 87-02-25 |
| La Haute-Côte-Nord | 83-04-27 ev | 82-12-21 | 85-05-15 | 86-02-07 ré | 86-05-05 | 86-11-26 | 87-03-31 |
| La Haute-Yamaska | 83-03-24 ev | 82-12-09 | 84-12-13 | 85-09-30 ré | 85-12-23 | 86-09-11 | 87-07-24 ev |
| La Jacques-Cartier | 84-04-03 ev | 84-03-14 | 84-11-14 | 86-02-20 ré | 86-05-16 | 86-09-24 | 87-04-22 |
| La Matapédia | 83-04-07 ev | 82-12-08 | 83-06-08 | 84-04-11 ré | 84-07-04 | 85-05-08 | 86-12-10 |
| La Mitis | 83-04-14 ev | 82-12-13 | 85-08-08 | 86-01-22 ré | 86-04-21 | 86-08-11 | 87-01-12 |
| La Nouvelle-Beauce | 83-06-21 ev | 83-06-21 | 84-10-16 | 85-05-30 ré | 85-08-26 | 86-03-26 | 87-03-31 |
| La Rivière-du-Nord | 84-02-23 ev | 83-12-21 | 85-08-21 | 86-05-23 ré | 86-08-20 | 86-09-03 | 87-12-10 ev |
| La Vallée-de-la-Gatineau | 84-02-11 ev | 83-12-14 | 84-08-15 | 85-01-07 ré | 85-04-04 | 85-09-18 | 87-03-18 |
| La Vallée-du-Richelieu | 83-06-22 ev | 82-12-11 | 85-06-27 | 86-03-13 ré | 86-06-10 | 86-09-09 | 87-03-05 |
| Lac-Saint-Jean-Est | 83-04-27 ev | 82-12-21 | 85-02-19 | 86-01-28 ré | 86-04-24 | 86-06-25 | 87-04-22 ev |
| Lajemmerais | 83-03-23 ev | 82-12-09 | 85-02-14 | 86-02-14 ré | 86-05-14 | 86-08-14 | 87-08-28 ev |
| Laval (révision) | — | — | — | 83-03-28 ré | 83-06-28 | 83-12-05 | 85-01-24 |
| Le Bas-Richelieu | 83-05-25 ev | 82-12-08 | 85-02-13 | 86-05-01 ré | 86-07-29 | 86-10-29 | 87-05-13 |
| Le Centre-de-la-Mauricie | 83-12-22 ev | 83-12-15 | 85-02-27 | 86-03-03 ré | 86-05-30 | 86-09-24 | 88-03-30 ev |
| Le Domaine-du-Roy | 83-12-16 ev | 83-12-16 | 86-01-10 | 86-12-12 ré | 87-03-11 | 87-03-13 | 87-06-26 |
| Le Fjord-du-Saguenay | 84-01-31 ev | 84-01-31 | 85-06-11 | 86-03-10 ré | 86-06-06 | 87-02-17 | 87-06-09 |
| Le Granit | 83-04-18 ev | 82-12-09 | 85-01-17 | 86-01-30 ré | 86-04-29 | 86-07-30 | 86-12-11 |
| Le Haut-Richelieu | 83-04-12 ev | 82-12-08 | 85-05-08 | 86-04-16 ré | 86-07-14 | 86-10-08 | 86-12-10 |
| Le Haut-St-François | 83-04-13 ev | 82-12-09 | 84-04-18 | 84-11-27 ré | 85-02-18 | 85-10-16 | 86-10-02 ev |
| Le Haut-St-Laurent | 83-04-12 ev | 82-12-10 | 85-11-27 | 86-06-06 ré | 86-09-03 | 86-12-10 | 87-10-07 ev |
| Le Haut-St-Maurice | 83-04-07 ev | 82-12-08 | 84-11-28 | 86-01-20 ré | 86-04-17 | 86-09-24 | 88-03-17 ev |
| Le Val-St-François | 83-04-12 ev | 82-12-08 | 85-08-19 | 86-10-13 ré | 87-01-08 | 87-01-21 | 87-03-18 |

| Municipalité régionale de comté | Règlement de contrôle intérimaire | Résolution élaboration d'un SA | Proposition préliminaire d'aménagement | Proposition d'aménagement | Orientations et projets du Gouvernement | Version définitive du SA | Règlement schéma d'aménagement |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Les Basques | 83-04-07 ev | 82-12-10 | 84-09-14 | 85-08-09 ré | 85-11-06 | 86-09-12 | 87-02-13 |
| Les Chutes-de-la-Chaudière | 83-12-13 ev | 83-12-13 | 85-10-16 | 86-12-17 ré | 87-03-13 | 87-03-31 | 87-06-30 |
| Les Etchemins | 83-03-23 ev | 82-12-09 | 85-06-13 | 85-12-13 ré | 86-03-11 | 86-08-21 | 87-02-12 |
| Les Îles-de-la-Madeleine | 83-05-04 ev | 81-12-09 | 82-04-14 | 82-07-19 ré | 82-10-15 | 87-02-19 | 87-09-16 |
| Les Jardins-de-Napierville | 83-04-23 dé | 82-12-08 | 85-03-13 | 86-07-21 ré | 86-10-18 | 86-12-10 | 87-03-30 |
| Les Laurentides | 84-04-03 ev | 83-12-15 | 85-08-08 | 86-02-28 ré | 86-05-28 | 86-08-14 | 87-03-12 |
| Les Maskoutains | 83-03-21 ev | 82-12-08 | 85-01-30 | 85-11-14 ré | 86-02-10 | 86-08-13 | 87-03-25 |
| Les Moulins * | 83-03-24 ev | 82-12-10 | 85-10-08 | 86-07-21 ré | 86-10-17 | 86-12-09 | 87-05-12 |
| Les Pays-d'en-Haut | 83-12-08 ev | 83-12-08 | 85-07-11 | 86-04-21 ré | 86-07-16 | 86-09-11 | 87-03-31 |
| Lotbinière | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 84-08-09 | 85-10-22 ré | 86-01-15 | 86-06-11 | 86-12-10 |
| Manicouagan | 83-04-13 ev | 82-12-08 | 85-08-21 | 86-02-17 ré | 86-05-17 | 86-08-13 | 87-03-25 |
| Maria-Chapdelaine | 84-01-19 ev | 83-12-13 | 85-11-12 | 86-07-21 ré | 86-10-16 | 86-12-23 | 87-07-14 |
| Maskinongé | 83-12-22 ev | 83-12-14 | 85-06-11 | 86-02-18 ré | 86-05-15 | 86-08-21 | 88-03-17 ev |
| Matane | 83-04-07 ev | 82-12-09 | 84-05-08 | 85-07-11 ré | 85-10-07 | 86-06-10 | 86-12-09 |
| Matawinie | 83-04-14 ev | 82-12-08 | 85-07-10 | 86-07-14 ré | 86-10-10 | 86-10-15 | 86-12-17 |
| Mékinac | 83-03-31 ev | 82-12-08 | 84-09-26 | 85-06-12 ré | 85-09-06 | 86-06-18 | 86-12-12 |
| Memphrémagog | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 85-01-09 | 85-12-04 ré | 86-03-03 | 86-07-30 | 88-02-11 ev |
| Minganie | 83-04-27 ev | 82-12-10 | 86-07-14 | 86-11-19 ré | 87-02-16 | 87-03-06 | 87-05-19 |
| Mirabel (révision) | — | — | — | 86-02-19 ré | 86-05-16 | 86-06-17 | 87-04-22 ev |
| Montcalm | 83-03-23 ev | 82-11-24 | 85-11-27 | 86-06-03 ré | 86-08-29 | 86-10-14 | 87-02-26 |
| Montmagny | 83-04-07 ev | 82-12-07 | 84-10-09 | 85-08-05 ré | 85-11-01 | 86-07-08 | 87-12-23 ev |
| Nicolet-Yamaska | 83-03-30 ev | 82-11-24 | 85-02-21 | 86-03-03 ré | 86-05-30 | 86-09-18 | 87-10-02 ev |
| Pabok * | 83-04-07 ev | 82-12-08 | 85-04-30 | 86-01-06 ré | 86-04-04 | 86-06-11 | 87-02-18 |
| Papineau | 84-01-26 ev | 83-12-14 | 85-09-11 | 86-03-04 ré | 86-06-04 | 86-07-16 | 87-04-30 ev |
| Pontiac | 84-02-01 ev | 83-12-19 | 86-03-10 | 86-05-28 ré | 86-08-25 | 86-09-04 | 86-12-08 |
| Portneuf | 83-03-23 ev | 82-12-08 | 85-09-30 | 86-07-31 ré | 86-10-28 | 87-02-04 | 87-06-29 |
| Rimouski-Neigette | 83-05-25 ev | 83-05-31 | 85-10-17 | 86-04-10 ré | 86-07-08 | 86-09-17 | 87-03-04 |
| Rivière-du-Loup | 83-04-12 ev | 82-12-08 | 85-04-23 | 86-03-07 ré | 86-06-04 | 86-09-18 | 87-02-19 |
| Robert-Cliche | 83-03-30 ev | 82-12-08 | 85-01-30 | 85-11-14 ré | 86-02-10 | 86-06-11 | 87-03-11 |
| Roussillon | 83-04-15 ev | 82-12-08 | 84-10-17 | 85-07-18 ré | 85-10-11 | 86-04-30 | 87-03-26 ev |
| Rouville | 83-03-30 ev | 82-12-08 | 85-02-06 | 85-08-12 ré | 85-11-06 | 86-06-18 | 87-02-18 |
| Rouyn-Noranda | 84-03-10 ev | 84-02-28 | 85-12-16 | 86-10-20 ré | 87-01-16 | 87-02-25 | 87-06-29 |
| Sept-Rivières | 83-03-21 ev | 82-12-02 | 85-07-19 | 86-06-02 ré | 86-08-29 | 86-10-14 | 87-01-28 |
| Sherbrooke | 83-05-31 ev | 83-05-31 | 85-04-16 | 86-06-09 ré | 86-09-04 | 86-10-28 | 87-05-12 |
| Témiscamingue | 84-01-26 ev | 83-11-23 | 85-07-17 | 86-04-09 ré | 86-07-07 | 86-07-16 | 87-03-18 |
| Témiscouata | 83-04-14 ev | 82-12-13 | 85-08-12 | 86-05-22 ré | 86-08-19 | — | 87-03-09 |
| Thérèse-de-Blainville | 83-04-07 ev | 82-12-08 | Dispensée | 85-01-11 ré | 85-04-03 | 86-07-16 | 87-09-04 ev |
| Vallée-de-l'Or | 84-02-23 ev | 83-12-13 | 85-03-19 | 86-02-17 ré | 86-05-17 | 86-09-09 | 86-12-09 |
| Vaudreuil-Soulanges | 83-04-13 ev | 82-12-08 | 85-10-03 | 86-06-19 ré | 86-09-16 | 86-11-20 | 87-04-28 |

ev : entrée en vigueur

ré : réception

dé : désaveu

* Le premier règlement adoptant le SA a été abrogé et remplacé par un deuxième.

Tableau II

**État du processus d'aménagement des municipalités, avant l'entrée en vigueur du SA, au 31 mars 1988 (PU)**

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Amherst ct | Les Laurentides | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Ancienne-Lorette v | CUQ | 84-02-06 | 85-03-19 | 85-09-23 ev | — | 84-04-13 ev |
| Anjou v | CUM | 87-11-24 | — | — | — | — |
| Annaville vl | Nicolet-Yamaska | 86-11-03 | — | — | — | — |
| Arntfield sd | Rouyn-Noranda | 81-06-02 ab | — | — | — | — |
| Arthabaska v | Arthabaska | 87-06-22 | — | — | — | — |
| Arundel ct | Les Laurentides | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Baie-Ste-Catherine sd | Charlevoix-Est | 87-02-02 | — | — | — | — |
| Barkmere v | Les Laurentides | 88-01-09 | — | — | — | — |
| Beaconsfield v | CUM | 81-02-02 | 83-10-03 | 83-11-16 ev | 84-02-08 | 81-03-27 ev |
| Beauharnois v | Beauharnois-Salaberry | 82-03-01 | 82-08-07 | 82-09-15 ev | 82-09-18 | 82-08-16 ev |
| Beaux-Rivages sd | Antoine-Labelle | 87-07-06 | — | — | — | — |
| Bellefeuille p | La Rivière-du-Nord | 81-10-13 | 81-10-13 | 81-11-28 ev | 81-12-08 | — |
| Bernières sd | Les Chutes-de-la-Chaudière | 83-11-07 | 83-11-07 | 83-12-06 ev | 83-12-19 | NIL ev |
| Bernierville vl | L'Érable | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Black-Lake v | L'Amiante | 80-11-03 | 80-11-06 | 80-12-09 ev | 81-02-20 | — |
| Boucherville v * | Lajemmerais | 80-08-06 | 80-11-05 | 81-02-11 ev | 81-05-27 | 80-11-18 ev |
| Buckingham v | CRO | 81-04-20 | — | 81-08-20 ev | 81-08-18 | — |
| Calixa-Lavallée p * | Lajemmerais | 82-06-21 | 82-09-20 | — | — | — |
| Cap-St-Ignace sd | Montmagny | 81-09-08 | 82-01-04 | 82-05-26 ev | 82-05-27 | — |
| Carignan v | La Vallée-du-Richelieu | 85-06-05 | 85-06-13 | — | — | — |
| Charette sd | Le Centre-de-la-Mauricie | 82-02-15 | 82-07-05 | 82-10-01 ev | 82-10-18 | — |
| Charlesbourg v | CUQ | 83-09-06 | 83-10-20 | 84-06-29 ev | 84-09-17 | 83-09-06 ev |
| Charny v | Les Chutes-de-la-Chaudière | 80-06-02 | 81-05-19 | 81-07-15 ev | 81-07-06 | — |
| Chénéville vl | Papineau | 80-10-27 | 81-02-12 | 81-06-24 ev | 81-08-11 | — |
| Chester-Nord sd | Arthabaska | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Chesterville sd | Arthabaska | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Contrecœur sd | Lajemmerais | 82-01-18 | 82-02-01 | 82-04-23 ev | 82-05-17 | — |
| Cowansville v | Brome-Missisquoi | 82-08-30 | 82-09-07 | 82-10-22 ev | 83-01-04 | 82-11-04 ev |
| Daveluyville vl | Arthabaska | 80-03-17 | 81-09-08 | 81-10-29 ev | 81-12-07 | — |
| Delisle sd | Lac-St-Jean-Est | 81-03-03 | 81-04-27 | 81-06-30 ev | 81-06-02 | — |
| Deschaillons-sur-St-Laurent vl | Bécancour | 87-04-07 | — | — | — | — |
| Des Ruisseaux sd | Antoine-Labelle | 87-06-02 | — | — | — | — |
| Dolbeau v | Maria-Chapdelaine | 83-09-26 | 83-10-11 | 83-11-15 ev | 83-11-28 | — |
| Drummondville v | Drummond | 87-02-16 | 87-03-02 | 87-05-04 — | — | — |
| Duhamel sd | Papineau | 81-02-06 | 81-08-22 | 82-05-07 ev | 82-06-07 | — |
| Entrelacs sd | Les Pays-d'en-Haut | 88-03-14 | — | — | — | — |
| Fatima sd | Les Îles-de-la-Madeleine | 81-04-27 | — | — | — | 81-09-09 ev |
| Ferme-Neuve p | Antoine-Labelle | 87-09-03 | — | — | — | — |
| Fortierville vl | Bécancour | 87-04-01 | — | — | — | — |
| Granby ct | La Haute-Yamaska | 82-01-06 | 82-03-03 | 82-05-05 ev | 82-05-05 | 82-04-28 ev |
| Grand-Calumet ct | Pontiac | 83-10-03 | 83-10-03 | 83-12-21 — | — | — |
| Grande-Entrée sd | Les Îles-de-la-Madeleine | 81-04-28 | — | — | — | 81-12-20 ev |
| Grandes-Piles p | Mékinac | 87-09-08 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Haute-Mauricie sd | Le Haut-St-Maurice | 87-06-01 | 87-11-17 | — | — | — |
| Havelock ct | Le Haut-St-Laurent | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Havre-aux-Maisons sd | Les Îles-de-la-Madeleine | 81-03-05 | — | — | — | 81-08-05 ev |
| Henryville vl | Le Haut-Richelieu | 81-08-04 | 81-08-04 | 81-12-18 ev | 81-12-01 | — |
| Hérouxville p | Mékinac | 82-11-01 ab | — | — | — | — |
| Howick vl | Le Haut-St-Laurent | 87-05-04 | 87-08-03 | — | — | — |
| Hunterstown ct | Maskinongé | 87-09-02 | — | — | — | — |
| Iberville v | Le Haut-Richelieu | 81-03-30 | 82-08-02 | 82-09-15 ev | 82-10-12 | 81-07-13 ev |
| Île-du-Havre-Aubert sd | Les Îles-de-la-Madeleine | 81-04-08 | — | — | — | 81-08-19 ev |
| Île-Perrot v | Vaudreuil-Soulanges | 88-02-08 | — | — | — | — |
| Jonquière v | Le Fjord-du-Saguenay | 82-08-23 | 82-08-23 | 82-10-07 ev | 83-05-30 | 82-10-26 ev |
| Kiamika ct | Antoine-Labelle | 87-09-14 | — | — | — | — |
| Kingsey-Falls sd | Drummond | 87-04-28 | — | — | — | — |
| L'Acadie sd | Le Haut-Richelieu | 84-01-23 | 84-02-13 | 84-03-19 | — | — |
| L'Annonciation vl | Antoine-Labelle | 81-02-02 | 81-09-14 | 82-11-04 ev | 82-11-16 | 81-06-01 — |
| L'Anse-St-Jean sd | Le Fjord-du-Saguenay | 80-04-16 | 81-05-26 | 81-07-11 ev | 82-01-07 | 80-10-16 ev |
| La Baie v | Le Fjord-du-Saguenay | 83-08-29 | 83-10-24 | 83-12-27 ev | 84-08-20 | — |
| La Bostonnais sd | Le Haut-St-Maurice | 87-06-01 | 87-11-18 | — | — | — |
| La Malbaie v | Charlevoix-Est | 87-03-09 | 84-05-14 | — | — | — |
| La Sarre v | Abitibi-Ouest | 80-04-22 | 81-04-07 | 81-08-05 ev | 81-07-29 | — |
| La Tuque v | Le Haut-St-Maurice | 87-05-05 | 87-11-03 | — | — | — |
| La Visitation-de-l'Île-Dupas sd | D'Autray | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Lac-Brome v | Brome-Missisquoi | 85-03-11 | — | — | — | — |
| Lac-des-Écorces vl | Antoine-Labelle | 87-08-03 | — | — | — | — |
| Lac-du-Cerf sd | Antoine-Labelle | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Lac-Édouard sd | Le Haut-St-Maurice | 87-05-05 | — | — | — | — |
| Lac-Mégantic v | Le Granit | 87-04-06 | 87-04-21 | — | — | — |
| Lac-Paré p | Matawinie | 81-12-01 | — | — | — | — |
| Lac-St-Joseph v | La Jacques-Cartier | 87-05-26 | — | — | — | — |
| Lac-St-Paul sd | Antoine-Labelle | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Lac-Tremblant-Nord sd | Les Laurentides | 87-06-20 | 87-09-05 | — | — | — |
| Lachenaie v | Les Moulins | 82-08-02 | 82-08-23 | 82-09-29 ev | 82-10-04 | — |
| Lacolle vl | Le Haut-Richelieu | 82-10-25 | 82-11-02 | 83-01-04 ev | 83-02-01 | — |
| Lamarche sd * | Lac-St-Jean-Est | 83-06-03 ab | — | — | — | — |
| Lambton sd | Le Granit | 87-11-03 | — | — | — | — |
| Landrienne ct | Abitibi | 80-12-01 | 81-02-02 | 81-06-15 ev | 81-08-18 | — |
| Langelier ct | Le Haut-St-Maurice | 87-05-04 | 87-11-24 | — | — | — |
| Lantier sd | Les Laurentides | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Laurentides v | Montcalm | 81-10-01 | 81-11-05 | 82-02-17 ev | 82-03-04 | — |
| Lauzon v | Desjardins | 81-02-09 | 81-02-16 | 81-11-25 ev | 82-03-10 | — |
| Lemieux sd | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| Letellier ct | Sept-Rivières | 80-07-03 | — | — | — | — |
| Macamic v | Abitibi-Ouest | 81-04-28 | 81-10-13 | 81-12-23 ev | 82-02-08 | — |
| Magog ct | Memphrémagog | 87-06-29 | — | — | — | — |
| Maniwaki v | La Vallée-de-la-Gatineau | 84-04-02 | — | — | — | — |
| Manseau vl | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Marchand ct | Antoine-Labelle | 81-02-03 | 81-09-14 | 81-11-28 ev | 81-12-01 | 81-04-22 ev |
| Marieville v | Rouville | 83-03-21 | 84-05-07 | — | — | — |
| Maskinongé vl | Maskinongé | 87-08-04 | — | — | — | — |
| Matagami v | — | 82-10-26 | 82-12-15 | 83-02-16 ev | 83-04-12 | — |
| Matane v | Matane | 87-07-09 | 87-07-09 | — | — | — |
| Melbourne ct | Le Val-St-François | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Métabetchouan v | Lac-St-Jean-Est | 82-04-05 | 82-06-21 | 82-07-21 ev | 82-07-26 | — |
| Mistassini v | Maria-Chapdelaine | 83-03-07 | 83-03-21 | 83-04-27 ev | 83-05-02 | 82-03-06 dé |
| Moisie v | Sept-Rivières | 80-07-03 | — | — | — | 81-07-15 ev |
| Mont-Laurier v | Antoine-Labelle | 81-03-02 | 81-08-03 | 81-10-14 ev | 81-11-16 | — |
| Mont-St-Grégoire vl | Le Haut-Richelieu | 83-01-24 | 84-01-09 | — | — | — |
| Mont-St-Michel sd | Antoine-Labelle | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Montcalm ct | Les Laurentides | 87-09-05 | 88-02-05 | — | — | — |
| Montpellier sd | Papineau | 82-10-26 | 83-01-14 | 83-05-04 ev | 83-07-08 | — |
| Montréal-Est v | CUM | 83-11-14 | 83-11-14 | 83-12-13 ev | 84-03-05 | NIL ev |
| Morin-Heights sd | Les Pays-d'en-Haut | 86-03-05 | — | — | — | — |
| Neuville vl | Portneuf | 81-05-14 | — | — | — | — |
| Normandin v | Maria-Chapdelaine | 82-11-15 | — | — | 83-02-21 | — |
| Notre-Dame-de-Bon-Secours p | Rouville | 87-02-02 | 87-02-16 | — | — | — |
| Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-l'Islet p | L'Islet | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Notre-Dame-de-l'Île-Perrot p | Vaudreuil-Soulanges | 82-12-01 ab | — | — | — | — |
| Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham sd | Arthabaska | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Parent vl | Le Haut-St-Maurice | 87-05-04 | 87-11-02 | — | — | — |
| Parisville p | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| Petit-Saguenay sd | Le Fjord-du-Saguenay | 80-09-02 | 81-06-15 | 81-09-03 ev | 81-09-08 | — |
| Plessisville p | L'Érable | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Pohénégamook v | Témiscouata | 87-05-04 | — | — | — | — |
| Pontiac sd | CRO | 82-12-20 ab | — | — | — | — |
| Price vl | La Mitis | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Princeville p | L'Érable | 86-05-05 | — | 86-06-16 — | — | — |
| Princeville v | L'Érable | 81-01-13 | 81-09-01 | 81-12-15 ev | 82-01-12 | — |
| Rigaud v | Vaudreuil-Soulanges | 81-10-13 | 81-11-18 | 81-12-29 ev | 82-05-31 | — |
| Rimouski v | Rimouski-Neigette | 86-02-03 | 86-02-17 | — | — | — |
| Rivière-Éternité sd | Le Fjord-du-Saguenay | 80-07-04 | 81-06-05 | 81-07-22 ev | 81-07-03 | 83-01-05 ev |
| Rivière-Malbaie sd | Charlevoix-Est | 81-04-14 | 82-02-17 | 82-04-29 ev | 82-05-12 | — |
| Roberval v | Le Domaine-du-Roy | 81-12-07 | 83-05-02 | 83-06-08 ev | 83-06-20 | 82-05-28 ev |
| Rougemont vl | Rouville | 82-08-30 | 82-09-16 | 82-10-21 ev | 82-12-07 | — |
| Sayabec sd | La Matapédia | 87-09-29 | 88-03-07 | — | — | — |
| Shawinigan-Sud v | Le Centre-de-la-Mauricie | 83-10-31 | 83-11-07 | 83-12-03 ev | 83-12-05 | — |
| Sillery v | CUQ | 80-10-06 | 81-02-02 | 81-04-09 ev | 81-05-04 | 82-06-01 ev |
| St-Adalbert sd | L'Islet | 87-07-06 | — | — | — | — |
| St-Adolphe-d'Howard sd | Les Pays-d'en-Haut | 87-12-07 | — | — | — | — |
| St-Adrien sd * | L'Or-Blanc | 81-05-07 | 82-02-01 | 82-05-25 ev | 82-06-14 | 81-08-29 ev |
| St-Aimé-du-Lac-des-Îles sd | Antoine-Labelle | 88-01-02 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| St-Alexandre p | Le Haut-Richelieu | 85-02-04 | 84-11-05 | — | — | — |
| St-Alexandre vl | Le Haut-Richelieu | 85-02-06 | 84-11-13 | — | — | — |
| St-Alexandre-des-Lacs p | La Matapédia | 87-12-01 | — | — | — | — |
| St-Alphonse-de-Rodriguez p | Matawinie | 87-04-13 | 87-11-09 | — | — | — |
| St-Anicet p | Le Haut-St-Laurent | 87-06-01 | — | — | — | — |
| St-Anselme vl | Bellechasse | 85-02-04 | 85-03-04 | — | — | — |
| St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup sd | Maskinongé | 88-02-15 | — | — | — | — |
| St-Augustin-de-Desmaures p* | CUQ | 84-08-20 | 84-08-27 | 85-03-05 ev | 85-08-05 | 84-08-30 ev |
| St-Barnabé p | Maskinongé | 87-06-01 | 87-11-02 | — | — | — |
| St-Barthélemy p | D'Autray | 88-02-01 | — | — | — | — |
| St-Bernard-de-Lacolle p | Les Jardins-de-Napierville | 87-04-06 | — | — | — | — |
| St-Calixte sd | Montcalm | 82-01-08 | 82-02-05 | 82-04-08 ev | 82-04-16 | — |
| St-Charles-de-Bourget sd | Le Fjord-du-Saguenay | 82-10-22 ab | — | — | — | — |
| St-Charles-de-Mandeville sd | D'Autray | 81-05-04 | 81-12-16 | 82-02-24 ev | 82-04-05 | 81-10-02 ev |
| St-Christophe-d'Arthabaska p | Arthabaska | 87-02-02 | — | — | — | — |
| St-Cyrille-de-Lessard p | L'Islet | 87-09-08 | — | — | — | — |
| St-Didace p | D'Autray | 81-08-06 | 82-09-13 | — | — | 81-12-07 ev |
| St-Dunstan-du-Lac-Beauport p | La Jacques-Cartier | 87-06-01 | — | — | — | — |
| St-Édouard-de-Maskinongé sd | Maskinongé | 87-07-06 | 88-02-01 | — | — | — |
| St-Élie-d'Orford p | Sherbrooke | 87-12-07 | 88-02-01 | — | — | — |
| St-Elzéar sd | Témiscouata | 86-10-06 | — | — | — | — |
| St-Étienne-de-Lauzon sd | Les Chutes de la Chaudière | 80-12-06 | 81-05-20 | 81-10-31 ev | 82-05-31 | 81-06-29 ev |
| St-Eugène p | L'Islet | 87-09-02 | — | — | — | — |
| St-Fabien-de-Panet p | Montmagny | 81-08-17 | 82-04-14 | 82-06-10 ev | 82-06-09 | — |
| St-Faustin sd | Les Laurentides | 86-06-03 | 87-02-03 | — | — | — |
| St-Félicien v | Le Domaine-du-Roy | 82-05-17 | 83-03-14 | 83-05-18 ev | 83-05-24 | 82-08-20 ev |
| St-Félix-de-Valois vl | Matawinie | 87-09-22 | 87-09-22 | — | — | — |
| St-Fidèle-de-Mont-Murray p | Charlevoix-Est | 86-10-15 | — | — | — | — |
| St-François-de-Beauce sd | Robert-Cliche | 87-11-03 | — | — | — | — |
| St-François-de-Sales sd | Le Domaine-du-Roy | 83-10-14 | 83-11-09 | 83-12-07 ev | 83-12-09 | — |
| St-François-de-la-Rivière-du-Sud p | Montmagny | 80-12-01 | 82-05-24 | 82-07-08 ev | 82-07-07 | — |
| St-François-Ouest sd | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Frédéric p | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Fulgence sd | Le Fjord-du-Saguenay | 80-04-08 | 81-05-04 | 81-07-25 ev | 81-07-06 | — |
| St-Gabriel-de-Grandon p | D'Autray | 81-03-27 | 81-09-10 | 81-12-17 ev | 82-02-01 | 81-08-15 dé |
| St-Georges-de-Cacouna p | Rivière-du-Loup | 83-02-07 | 83-02-07 | 83-03-07 ev | — | — |
| St-Georges-de-Cacouna vl | Rivière-du-Loup | 83-02-01 | 83-02-01 | — | — | — |
| St-Grégoire-le-Grand p | Le Haut-Richelieu | 83-03-07 | 84-01-03 | 84-02-06 ev | — | — |
| St-Ignace-de-Loyola p | D'Autray | 88-02-02 | — | — | — | — |
| St-Jacques vl | Montcalm | 82-02-02 | 82-07-12 | 82-10-31 ev | 82-12-13 | — |
| St-Jean-Baptiste p | Rouville | 81-08-27 | 82-04-08 | 82-05-07 ev | 82-06-07 | 81-12-29 ev |
| St-Jean-Baptiste sd | La Mitis | 82-11-15 | 83-01-03 | — | — | — |
| St-Jean-Baptiste-Vianney p | La Matapédia | 88-03-07 | — | — | — | — |
| St-Jean-des-Piles sd | Le Centre-de-la-Mauricie | 88-02-01 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| St-Jean-Port-Joli sd | L'Islet | 87-09-02 | — | — | — | — |
| St-Jérôme v * | La Rivière-du-Nord | 86-12-01 | — | — | — | — |
| St-Joseph-de-Beauce p | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Joseph-de-Beauce v | Robert-Cliche | 81-09-08 | — | — | — | — |
| St-Joseph-de-Blandford p | Bécancour | 81-03-03 | 81-11-12 | 82-04-02 ev | 82-04-06 | 81-08-23 ev |
| St-Jules p | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Juste-de-Bretenières sd | Montmagny | — | — | — | — | — |
| St-Lazare p | Vaudreuil-Soulanges | 81-12-07 | 82-02-01 | 82-03-17 ev | 82-03-01 | — |
| St-Léon-le-Grand p | La Matapédia | 87-12-07 | — | — | — | — |
| St-Léon-le-Grand p | Maskinongé | 87-07-06 8 | — | — | — | — |
| St-Louis-de-Blandford p | Arthabaska | 87-09-08 | — | — | — | — |
| St-Louis-de-France p | Francheville | 80-12-22 | 81-07-06 | 81-08-13 ev | 81-08-24 | 81-03-17 ev |
| St-Magloire-de-Bellechasse sd | Les Etchemins | 81-10-05 | 82-03-01 | 82-05-29 ev | 82-08-02 | — |
| St-Marcel sd | L'Islet | 81-06-02 | 82-02-01 | 82-05-21 ev | 82-05-25 | — |
| St-Maurice p | Francheville | 87-05-04 | — | — | — | — |
| St-Michel p | Les Jardins-de-Napierville | 87-02-03 | — | — | — | — |
| St-Michel-de-Rougemont p | Rouville | 82-09-27 | 82-10-04 | 82-11-26 ev | 83-02-14 | — |
| St-Moise p | La Matapédia | 87-09-06 | — | — | — | — |
| St-Narcisse p | Francheville | 83-06-06 ab | — | — | — | — |
| St-Narcisse-de-Rimouski p | Rimouski-Neigette | 85-03-21 | — | — | — | — |
| St-Norbert p | D'Autray | 88-02-01 | — | — | — | — |
| St-Omer sd | L'Islet | 87-10-02 | — | — | — | — |
| St-Ours p | Le Bas-Richelieu | 87-05-05 | 87-04-15 | 87-06-09 | — | — |
| St-Pamphile v | L'Islet | 87-07-06 | — | — | — | — |
| St-Paul-d'Abbotsford p | Rouville | 81-12-07 | 82-06-08 | 82-07-22 — | 82-08-02 | 82-05-26 ev |
| St-Paulin p | Maskinongé | 87-07-07 | — | — | — | — |
| St-Paulin vl | Maskinongé | 87-08-03 | — | — | — | — |
| St-Philémon p | Bellechasse | 87-09-08 | — | — | — | — |
| St-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River sd | Brome-Missisquoi | 82-05-03 | 82-05-10 | 82-06-24 ev | 82-10-13 | — |
| St-Prime vl | Le-Domaine-du-Roy | 83-03-14 | — | 83-10-16 ev | 83-10-17 | — |
| St-Raymond v | Portneuf | 80-12-03 | 81-12-08 | 82-01-13 ev | 82-02-08 | 81-04-06 ev |
| St-Rémi v | Les Jardins-de-Napierville | 87-03-16 | — | — | — | — |
| St-Rémi-de-Tingwick p | Arthabaska | 87-03-02 | — | — | — | — |
| St-Robert p | Le Bas-Richelieu | 82-07-05 | 82-07-12 | 82-09-02 ev | 82-09-07 | — |
| St-Roch-des-Aulnaies p | L'Islet | 87-09-08 | — | — | — | — |
| St-Romuald v | Les Chûtes-de-la-Chaudière | 85-06-17 | — | — | — | — |
| St-Rosaire p | Arthabaska | 87-10-05 | — | — | — | — |
| St-Samuel p | Arthabaska | 87-09-21 | — | — | — | — |
| St-Sauveur-des-Monts vl | Les Pays-d'en-Haut | 88-02-22 | — | — | — | — |
| St-Sébastien p | Le Haut-Richelieu | 84-08-07 | — | — | — | — |
| St-Séverin p | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Siméon vl | Charlevoix-Est | 87-05-04 | — | — | — | — |
| St-Stanislas sd | Francheville | 87-05-04 | — | — | — | — |
| St-Sylvère sd | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| St-Tharcisius p | La Matapédia | 87-09-08 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| St-Thomas-Didyme sd | Maria-Chapdelaine | 81-12-07 | 82-04-27 | 82-06-03 ev | 82-06-07 | 82-03-13 dé |
| St-Valentin p | Le Haut-Richelieu | 81-03-16 | 81-09-08 | 81-10-29 ev | 82-03-01 | — |
| St-Vallier p | Bellechasse | 87-12-07 | — | — | — | — |
| St-Viateur p | D'Autray | 88-02-01 | — | — | — | — |
| ST-Victor vl | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| St-Zénon p | Matawinie | 80-12-05 | 81-09-09 | 81-12-03 ev | 81-12-04 | 81-06-27 dé |
| St-Zotique vl | Vaudreuil-Soulanges | 80-11-07 | 81-02-03 | — | — | — |
| Ste-Agathe-des-Monts v | Les Laurentides | 87-06-16 | 88-02-02 | — | — | — |
| Ste-Agathe-Sud vl | Les Laurentides | 87-06-09 | 87-12-22 | — | — | — |
| Ste-Angèle p | Maskinongé | 87-07-07 | 88-02-03 | — | — | — |
| Ste-Anne-d'Yamachiche p | Maskinongé | 87-09-01 | — | — | — | — |
| Ste-Anne-de-Sabrevois p | Le Haut-Richelieu | 82-04-05 | 83-01-20 | 83-05-16 — | — | 82-08-16 ev |
| Ste-Anne-de-la-Pérade p | Francheville | 82-04-02 | 82-05-07 | 82-06-16 ev | 82-06-18 | — |
| Ste-Anne-de-la-Pointe-au-Père p | Rimouski-Neigette | 87-02-02 | | — | | |
| | — | — | | — | | |
| Ste-Anne-du-Sault p | Arthabaska | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Ste-Barbe p | Le Haut-St-Laurent | 87-07-06 | — | — | — | — |
| Ste-Brigitte-de-Laval p | La Jacques-Cartier | 87-08-10 | 87-10-13 | — | — | — |
| Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier sd | La Jacques-Cartier | 87-12-14 | — | — | — | — |
| Ste-Clothilde-de-Horton vl | Arthabaska | 87-04-07 | — | — | — | — |
| Ste-Élizabeth-de-Warwick p | Arthabaska | 87-03-02 | — | — | — | — |
| Ste-Félicité sd | L'Islet | 87-06-26 | — | — | — | — |
| Ste-Foy v | CUQ | 82-03-01 | — | — | — | 82-07-02 ev |
| Ste-Françoise sd | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| Ste-Germaine-Boulé sd | Abitibi-Ouest | 81-02-02 | 81-09-14 | 82-12-06 ev | 82-02-01 | — |
| Ste-Hedwidge sd | Le Domaine-du-Roy | 83-10-13 | 83-11-11 | 83-12-07 ev | 83-12-08 | — |
| Ste-Hénédine p | La Nouvelle-Beauce | 82-02-01 | 82-02-15 | 82-04-02 ev | 82-04-05 | — |
| Ste-Irène p | La Matapédia | 87-09-08 | 88-02-15 | — | — | — |
| Ste-Julie sd | L'Érable | 88-02-08 | — | — | — | — |
| Ste-Julie v | Lajemmerais | 82-07-21 | 82-07-21 | 82-09-07 ev | 82-09-07 | 82-12-09 ev |
| Ste-Louise p | L'Islet | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Ste-Marie-de-Blandford sd | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| Ste-Marthe sd | Vaudreuil-Soulanges | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Ste-Monique p | Nicolet | 87-06-01 | — | — | — | — |
| Ste-Perpétue sd | L'Islet | 80-05-26 | 80-11-03 | 81-09-30 ev | 81-11-02 | — |
| Ste-Sophie-de-Lévrard p | Bécancour | 87-04-06 | — | — | — | — |
| Ste-Véronique vl | Antoine-Labelle | 87-08-04 | — | — | — | — |
| Ste-Victoire-d'Arthabaska p | Arthabaska | 87-03-02 | 87-08-03 | — | — | — |
| Sts-Gervais-et-Protais p | Bellechasse | 87-09-08 | — | — | — | — |
| Sts-Martyrs-Canadiens p | Arthabaska | 87-11-02 | — | — | — | — |
| Sutton ct | Brome-Missisquoi | 82-11-01 | 82-12-17 | 83-02-25 ev | 83-03-07 | 83-05-29 ev |
| Tadoussac vl | La Haute-Côte-Nord | 82-02-03 | 83-04-05 | — | — | 82-05-11 ev |
| Témiscaming v | Témiscamingue | 83-08-25 | — | — | — | — |
| Thurso v | Papineau | 81-05-25 | 81-09-21 | 82-05-19 ev | 82-06-03 | — |
| Tingwick p | Arthabaska | 87-05-06 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Tourville sd | L'Islet | 80-09-02 | 81-03-17 | 81-08-12 ev | 82-07-22 | — |
| Tracy v | Le Bas-Richelieu | 83-01-17 | 83-02-07 | — | — | — |
| Tring-Jonction vl | Robert-Cliche | 87-11-02 | — | — | — | — |
| Trois-Rivières-Ouest v | Francheville | 82-10-12 | 82-10-18 | 82-11-22 ev | 83-06-20 | — |
| Val-Barrette vl | Antoine-Labelle | 87-07-06 | — | — | — | — |
| Val-Bélair v | CUQ | 85-02-05 | 85-08-06 | — | — | — |
| Val-d'Or v | Vallée-de-l'Or | — | 80-09-10 | 81-01-22 ev | 81-01-19 | — |
| Warwick ct | Arthabaska | 87-06-01 | — | — | — | — |
| Waterville v | Sherbrooke | 87-04-21 | — | 87-07-06 | — | — |
| Wickham sd | Drummond | 81-02-02 | 81-10-05 | 82-02-17 ev | 82-03-01 | 81-05-03 ev |

ab : abrogé ev : entrée en vigueur dé : désavoué

* Voir suite au tableau III « Après l'entrée en vigueur du SA ».

## Tableau III

## État du processus d'aménagement des municipalités, après l'entrée en vigueur du SA, au 31 mars 1988 (PU)

| Municipalité | Municipalité régionale de compté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Alma v | Lac-St-Jean-Est | 88-02-15 | — | — | — | — |
| Asbestos v | L'Or-Blanc | — | 87-02-17 | 87-03-25 ev | 87-05-05 | — |
| Ascot-Corner sd | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-09-17 | 88-03-07 — | — | — |
| Barford ct | Coaticook | 87-02-02 | 87-02-09 | — | — | — |
| Barnston ct | Coaticook | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Beauport v | CUQ | 87-06-15 | 87-09-08 | 87-12-01 ev | 87-09-29 | — |
| Bishopton vl | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-17 | — | — | — |
| Boucherville v * | Lajemmerais | 87-11-04 | 87-12-02 | — | — | — |
| Bowman sd | Papineau | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Calixa-Lavallée p * | Lajemmerais | — | 88-01-11 | — | — | — |
| Cap-Rouge v | CUQ | 86-03-03 | — | 87-10-06 ev | 86-12-01 | — |
| Chartierville sd | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-09-01 | — | — | — |
| Clifton-Partie-Est ct | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-04 | 88-02-15 — | — | — |
| Danville v | L'Or-Blanc | 86-10-14 | 87-03-12 | 87-10-28 ev | 87-08-26 | — |
| Desbiens v | Lac-St-Jean-Est | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Ditton ct | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-09-08 | 88-02-16 | — | — |
| Dixville vl | Coaticook | 87-09-02 | 87-09-08 | 87-10-19 | 87-10-19 | — |
| Dudswell ct | Le Haut-St-François | 88-02-02 | 87-09-18 | 88-01-04 | 88-02-01 | — |
| Eaton ct | Le Haut-St-François | — | 87-08-24 | — | — | — |
| Fassett sd | Papineau | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Fermont v | Caniapiscau | 87-08-20 | — | — | — | — |
| Fontainebleau sd | Le Haut-St-François | 87-02-03 | 87-09-02 | — | — | — |
| Godmanchester ct | Le Haut-St-Laurent | 87-11-02 | — | — | — | — |
| Grand-St-Esprit sd | Nicolet-Yamaska | 87-06-01 | — | — | — | — |
| Hampden ct | Le Haut-St-François | — | 87-09-09 | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de compté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| L'Ascension-de-Notre-Seigneur p | —<br>Lac-St-Jean-Est | —<br>88-01-04 | —<br>— | —<br>— | —<br>— | —<br>— |
| La Patrie vl | Le Haut-St-François | — | 87-09-15 | — | — | — |
| Labrecque sd | Lac-St-Jean-Est | 88-01-21 | — | — | — | — |
| Lac-à-la-Croix sd | Lac-St-Jean-Est | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Lac-des-Plages sd | Papineau | 87-10-02 | — | — | — | — |
| Lac-Simon sd | Papineau | 87-09-04 | — | — | — | — |
| Lac-St-Charles sd | CUQ | 87-03-02 | 88-03-07 | — | — | — |
| Lamarche sd * | Lac-St-Jean-Est | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Lawrenceville vl | Le Val-St-François | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Lingwick ct | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-12 | 88-02-22 | — | — |
| Longueuil v | Champlain | 87-02-04 | — | — | — | — |
| Marbleton vl | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-25 | — | — | — |
| Martinville sd | Coaticook | 88-02-01 | — | — | — | — |
| Mayo sd | Papineau | 87-10-06 | — | — | — | — |
| Mirabel v | Mirabel | 87-05-12 | — | — | 87-06-09 | — |
| Montebello vl | Papineau | 87-10-19 | — | — | — | — |
| Mulgrave-et-Derry cu | Papineau | 87-10-09 | — | — | — | — |
| Namur sd | Papineau | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Newport ct | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-09-14 | — | — | — |
| Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord p | —<br>Papineau | —<br>87-10-07 | —<br>— | —<br>— | —<br>— | —<br>— |
| Omerville vl | Memphrémagog | — | 88-02-23 | — | — | — |
| Ormstown vl | Le Haut-St-Laurent | 88-03-07 | — | — | — | — |
| Plaisance sd | Papineau | 87-12-07 | 88-03-07 | — | — | — |
| Ponsonby ct | Papineau | 87-10-06 | — | — | — | — |
| Sawyerville vl | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-18 | 88-02-24 | — | — |
| Scotstown v | Le Haut-St-François | 87-02-03 | 87-08-20 | — | — | — |
| Shipton ct | L'Or-Blanc | 86-10-06 | 87-03-02 | 87-08-26 ev | 87-07-13 | — |
| St-Adrien sd * | L'Or-Blanc | 87-03-17 | — | 87-08-26 ev | 87-06-16 | — |
| St-André-Avellin p | Papineau | 87-10-01 | — | — | — | |
| St-Augustin-de-Desmaures p* | CUQ | — | — | 87-07-06 | 87-07-06 | — |
| St-Bruno sd | Lac-St-Jean-Est | 87-12-21 | — | — | — | — |
| St-Camille ct | L'Or-Blanc | 86-10-06 | 87-02-26 | 87-08-26 ev | 87-06-18 | — |
| St-Georges-de-Windsor ct | L'Or-Blanc | 86-10-06 | 87-02-10 | 87-08-26 ev | 87-06-01 | — |
| St-Georges-de-Windsor vl | L'Or-Blanc | 86-10-01 | 87-02-04 | 87-06-23 ev | 87-06-03 | — |
| St-Gérard vl | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-20 | — | — | — |
| St-Isidore-d'Auckland sd | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-09-08 | — | — | — |
| St-Jérôme v * | La Rivière-du-Nord | — | 87-12-21 | — | — | — |
| St-Joseph-de-Ham-Sud p | L'Or-Blanc | — | 87-03-04 | 87-07-21 | 87-07-21 | — |
| St-Léonard-d'Aston vl | Nicolet-Yamaska | 87-10-05 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de compté | Résolution élaboration du PU | Projet de plan d'urbanisme | Plan d'urbanisme | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| St-Malachie p | Bellechasse | 88-02-01 | — | — | — | — |
| St-Sixte sd | Papineau | 87-10-07 | — | — | — | — |
| Ste-Edwidge-de-Clifton ct | Coaticook | 88-02-01 | 88-02-08 | — | — | — |
| Ste-Monique sd | Lac-St-Jean-Est | 88-01-05 | — | — | — | — |
| Suffolk-et-Addington cu | Papineau | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Taché ct | Lac-St-Jean-Est | 87-12-07 | — | — | — | — |
| Trois-Lacs sd | L'Or-Blanc | 86-10-21 | 87-02-02 | 87-08-26 ev | 87-06-25 | — |
| Val-des-Bois sd | Papineau | 87-10-06 | — | — | — | — |
| Vanier v | CUQ | 87-06-15 | 87-09-08 | 88-01-26 ev | — | — |
| Vinoy sd | Papineau | 87-10-05 | — | — | — | — |
| Weedon ct | Le Haut-St-François | 87-02-05 | 87-08-06 | 88-03-03 | — | — |
| Weedon-Centre vl | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-08-31 | 88-02-25 | — | — |
| Westbury ct | Le Haut-St-François | 87-02-02 | 87-05-18 | 87-12-07 | 87-12-07 | — |
| Wotton ct | L'Or-Blanc | 86-10-06 | 87-02-12 | 87-09-23 ev | 87-08-11 | — |
| Wottonville vl | L'Or-Blanc | 87-01-12 | 87-04-13 | 87-08-26 ev | 81-07-13 | — |

ev : entrée en vigueur

* Voir tableau II « Avant l'entrée en vigueur du SA. »

Tableau IV

**État du processus d'aménagement des municipalités au 31 mars 1988 (PPUC)**

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PPUC | Projet de PPUC | Programme particulier d'urbanisme centre-ville | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Acton-Vale v | Acton | — | 86-03-05 | 86-05-14 ev | — | — |
| Alma v | Lac-St-Jean-Est | 85-03-18 | 86-01-20 | 86-02-18 ev | — | — |
| Amos v | Abitibi | 86-02-03 | 86-04-07 | 86-05-14 ev | — | — |
| Amqui v | La Matépédia | 86-01-23 | 86-01-24 | 86-02-12 ev | — | — |
| Anjou v | CUM | 87-01-27 | 87-06-16 | 87-08-19 ev | — | — |
| Aylmer v | CRO | 85-09-16 | 86-02-17 | — | — | — |
| Baie-Comeau v | Manicouagan | 86-02-17 | 86-03-03 | 86-07-09 ev | — | — |
| Beauport v | CUQ | 86-05-05 | 86-06-16 | 86-07-30 ev | — | — |
| Bedford v | Brome-Missisquoi | 86-04-17 | 86-04-01 | 86-06-17 ev | — | — |
| Cap-de-la-Madeleine v | Francheville | 86-01-20 | 86-02-03 | 86-03-19 ev | — | — |
| Charny v | Les Chutes-de-la-Chaudière | — | 85-11-18 | 86-02-17 ev | — | — |
| Châteauguay v | Roussillon | 87-02-16 | 87-08-03 | 87-09-30 ev | — | — |
| Chibougamau v | — | 85-10-07 | 85-11-04 | 85-12-10 ev | — | — |
| Coaticook v | Coaticook | 85-12-09 | 86-02-04 | 86-03-19 ev | — | — |
| Dorval c | CUM | 85-12-03 | 86-01-08 | — | — | — |
| Drummondville v | Drummond | 85-07-22 | 85-08-26 | 85-11-27 ev | 86-01-06 | — |
| Farnham v | Brome-Missisquoi | 85-05-06 | 85-11-04 | 86-01-21 ev | 85-11-04 | — |
| Gaspé v | La Côte-de-Gaspé | — | 86-06-02 | 86-07-16 ev | 86-07-07 | — |
| Gatineau v | CRO | 86-03-10 | 86-03-24 | 86-06-05 ev | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PPUC | Projet de PPUC | Programme particulier d'urbanisme centre-ville | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Granby v | La Haute-Yamaska | — | 85-06-17 | 85-10-10 ev | — | — |
| Grand-Mère v | Le Centre-de-la-Mauricie | 85-09-16 | 85-09-16 | 85-11-12 ev | — | — |
| Hull v | CRO | — | 86-05-20 | 86-07-01 ev | — | — |
| Joliette v | Joliette | 85-05-21 | 86-01-27 | 86-03-11 ev | — | — |
| La Malbaie v | Charlevoix-Est | — | 86-04-14 | 86-09-23 ev | 86-09-09 | — |
| La Sarre v | Abitibi-Ouest | 85-09-03 | 86-03-04 | — | — | — |
| La Tuque v | Le Haut-St-Maurice | 85-09-03 | — | 86-03-26 ev | — | — |
| Lac-Mégantic v | Le Granit | 86-03-03 | 86-03-05 | 86-04-17 ev | — | — |
| Lachine v | CUM | 85-07-22 | 85-07-22 | 85-10-16 ev | — | — |
| Lauzon v | Desjardins | — | 86-06-09 | 86-07-09 ev | 86-10-07 | — |
| Laval v | Laval | 86-07-07 | 86-07-07 | 86-07-30 ev | — | — |
| Lévis v | Desjardins | 85-12-16 | 86-02-03 | 86-04-09 ev | 86-03-17 | — |
| Longueuil v | Champlain | 85-03-20 | 85-04-03 | 86-02-18 ev | — | — |
| Magog v | Memphrémagog | 86-05-05 | 86-07-07 | — | — | — |
| Marieville v | Rouville | — | 85-11-18 | 86-06-18 ev | — | — |
| Matane v | Matane | 86-02-10 | 86-03-17 | 86-07-14 ev | 86-09-22 | — |
| Mistassini v | Maria-Chapdelaine | — | 86-04-07 | 86-05-16 ev | — | — |
| Mont-Joli v | La Mitis | 86-04-17 | 86-06-02 | — | — | — |
| Montmagny v | Montmagny | 87-05-11 | 87-12-07 | — | — | — |
| Pierrefonds v | CUM | 86-11-10 | — | 87-04-15 ev | — | — |
| Plessisville v | L'Érable | 86-02-03 | 86-02-24 | 86-05-14 ev | — | — |
| Poularies sd | Abitibi-Ouest | — | — | 87-10-07 ev | — | — |
| Richmond v | Le Val-St-François | — | 86-07-28 | — | — | — |
| Rimouski v | Rimouski-Neigette | 86-04-14 | 86-06-02 | 86-07-22 ev | — | — |
| Rivière-du-Loup v | Rivière-du-Loup | 86-03-24 | 86-06-20 | 86-07-17 ev | — | — |
| Rock-Forest v | Sherbrooke | 87-05-04 | 87-05-19 | — | — | — |
| Rouyn-Noranda v | Rouyn-Noranda | — | 86-04-21 | 86-05-20 ev | — | — |
| Senneterre v | Vallée-de-l'Or | 86-12-15 | 87-01-26 | 87-03-10 ev | 86-01-06 | — |
| Shawinigan v | Le Centre-de-la-Mauricie | 86-02-03 | — | — | — | — |
| Sherbrooke v | Sherbrooke | — | — | 86-05-13 ev | — | — |
| Sorel v | Le Bas-Richelieu | — | 85-11-06 | 86-01-22 ev | — | — |
| St-Donat sd | Matawinie | 85-09-16 | 85-11-04 | 85-11-27 ev | — | — |
| St-Eustache v | Deux-Montagnes | 85-05-13 | 85-07-08 | 85-11-27 ev | 86-03-10 | — |
| St-Georges v | Beauce-Sartigan | 86-06-23 | 86-07-14 | — | — | — |
| St-Hyacinthe v | | | | | | |
| (centre-ville) | | — | 86-02-03 | 86-03-12 ev | — | — |
| (centre-ville-nord) | Les Maskoutains | 87-09-21 | 87-11-02 | — | — | — |
| St-Jean-sur-Richelieu v | Le Haut-Richelieu | 85-08-05 | 85-10-07 | 85-11-27 ev | 86-05-05 | — |
| St-Jérôme v | La Rivière-du-Nord | 85-10-07 | — | 86-05-07 ev | — | — |
| St-Laurent v | CUM | 84-03-12 | 85-04-09 | 85-07-10 ev | 85-05-14 | — |
| St-Lazare p | Bellechasse | 87-04-13 | — | — | — | — |

| Municipalité | Municipalité régionale de comté | Résolution élaboration du PPUC | Projet de PPUC | Programme particulier d'urbanisme centre-ville | Règlement d'urbanisme | Règlement de contrôle intérimaire |
|---|---|---|---|---|---|---|
| St-Romuald v | Les Chutes-de-la-Chaudière | 85-01-14 | 86-02-10 | 86-04-15 ev | 86-07-07 | — |
| St-Sauveur-des-Monts vl | Les Pays-d'en-Haut | 85-09-09 | 85-11-11 | 86-01-09 ev | — | — |
| Ste-Adèle v | Les Pays-d'en-Haut | 85-09-30 | 85-10-04 | 85-12-12 ev | 85-11-18 | — |
| Ste-Anne-de-Bellevue v | CUM | — | 85-05-13 | 85-08-19 ev | — | — |
| Ste-Anne-des-Plaines v | Thérèse-de-Blainville | 85-08-06 | 85-09-03 | 85-11-27 ev | — | — |
| Ste-Marguerite-du-Lac-Masson p | Les Pays-d'en-Haut | — | 86-09-09 | 86-11-13 ev | — | — |
| Ste-Marie v | La Nouvelle-Beauce | 86-11-10 | 86-12-08 | 87-02-17 ev | — | — |
| Ste-Thérèse v | Thérèse-de-Blainville | 85-08-05 | 85-09-03 | 85-11-27 ev | — | — |
| Terrebonne v | Les Moulins | 86-01-13 | 86-02-03 | 86-03-11 ev | — | — |
| Trois-Rivières v | Francheville | 85-10-21 | — | — | — | — |
| Varennes v | Lajemmerais | 85-06-04 | — | — | — | — |
| Verdun v | CUM | 86-03-11 | 86-03-25 | 86-06-18 ev | — | — |
| Waterloo v | La Haute-Yamaska | 84-11-26 | 85-11-18 | 86-01-09 ev | — | — |

ev : entrée en vigueur

Tableau V

**Statistiques cumulatives des enregistrements pour les municipalités et les MRC au 31 mars 1988**

| Articles de la loi | Description | Enregistrements 1987-1988 | 1980-1988 |
|---|---|---|---|
| | **Plan et règlements d'urbanisme avant l'entrée en vigueur du SA** | | |
| 81 | Entreprise de l'élaboration d'un PU | 132 | 282 |
| 81 | Modification de la résolution autorisant l'élaboration du PU | 1 | 9 |
| 112.1-81 | Abrogation de la résolution autorisant l'élaboration du PU | — | 10 |
| 111-67 | Règlement de contrôle intérimaire | — | 44 |
| 111-71.1 | Modification par résolution d'un RCI | — | 13 |
| 111-71 | Désaveu d'un RCI | — | 5 |
| 111-72-67 | Modification d'un RCI | 2 | 9 |
| 111-72-71 | Désaveu d'un règlement modifiant un RCI | — | 1 |
| 91 | Proposition préliminaire d'urbanisme | 7 | 8 |
| 95-91 | Projet de PU | 24 | 133 |
| 99 | PU adopté mais ne pouvant entrer en vigueur | 3 | 8 |
| 99 | PU en vigueur | — | 89 |
| 99-87 | Description des travaux | — | 89 |
| 239-102 | Prolongation d'un délai — Adoption d'un RU | — | 3 |
| 239-102 | Nouveau délai — Adoption d'un RU | — | 9 |
| 102 | Règlement d'urbanisme | — | 91 |
| 102 | Modification d'un RU | 2 | 49 |
| 104 | Avis sur la conformité au PU d'un RU | — | 3 |
| 239-106 | Prolongation d'un délai — Modification d'un RU | — | 2 |
| 106 | Modification d'un RU pour le rendre conforme au PU | — | 2 |
| 107-104 | Avis sur la conformité au PU d'un RU modifié | — | 1 |
| | **Sous-total** | **171** | **860** |

| Articles de la loi | Description | Enregistrements 1987-1988 | 1980-1988 |
|---|---|---|---|
| | **Modification du plan ou d'un règlement d'urbanisme avant l'entrée en vigueur du SA** | | |
| 109-67 | Application des mesures règlementaires de CI | — | 1 |
| 109-95-91 | Projet de règlement modifiant le PU | 26 | 145 |
| 109-99 | Modification du PU en vigueur | 34 | 151 |
| 109-99-87 | Modification de la description des travaux | — | 7 |
| 102 | Modification d'un RU | 35 | 104 |
| | **Sous-total** | **95** | **408** |
| | **Plan et règlements d'urbanisme après l'entrée en vigueur du SA** | | |
| 81 | Entreprise de l'élaboration d'un PU | 42 | 70 |
| 95-91 | Projet de PU | 32 | 42 |
| 95-91 | Modification de la résolution adoptant le projet de PU | 2 | 2 |
| 239-33 | Nouveau délai — Adoption d'un RU | 10 | 10 |
| 33 | Plan ou règlement d'urbanisme | 67 | 71 |
| 44 | Conformité d'un plan ou règlement d'urbanisme | 36 | 36 |
| 33-87 | Description des travaux | 13 | 13 |
| 239-34 | Nouveau délai — Adoption d'un RU | 1 | 1 |
| 34<br>32 | Plan ou règlement d'urbanisme<br>32 | | |
| 44 | Conformité d'un plan ou règlement d'urbanisme | 29 | 29 |
| 40 | Modification du PU ou d'un RU pour le rendre conforme | — | 1 |
| 99 | PU en vigueur | 12 | 13 |
| 99-87 | Description des travaux | 3 | 3 |
| 58-109-95-91 | Projet de règlement modifiant le PU | — | 2 |
| 58-109-99 | Modification du PU en vigueur | — | 3 |
| 59-58-130 | Modification d'un RU | 19 | 51 |
| 44 | Conformité d'un plan ou règlement d'urbanisme | 2 | 2 |
| | **Sous-total** | **300** | **381** |
| | **Programme particulier d'urbanisme** | | |
| 85.1-81 | Entreprise de l'élaboration d'un PPU | 4 | 55 |
| 85.1-81 | Modification de la résolution autorisant l'élaboration du PPU | 2 | 3 |
| 85.1-91 | Proposition préliminaire de PPU | — | 1 |
| 85.1-95-91 | Projet de PPU | 5 | 64 |
| 85.1-99 | PPU en vigueur | 7 | 59 |
| 85.1-99-87 | Description des travaux | 1 | 17 |
| 239-102 | Prolongation d'un délai — Adoption d'un RU | — | 9 |
| 239-102 | Nouveau délai — Adoption d'un RU | 3 | 8 |
| 102 | Règlement d'urbanisme | 1 | 31 |
| 102 | Modification d'un RU | — | 33 |
| | **Sous-total** | **23** | **280** |
| | **Modification du programme particulier d'urbanisme** | | |
| 85.1-109-95-91 | Projet de règlement modifiant le PPU | 5 | 17 |
| 85.1-109-99 | Modification du PPU en vigueur | 7 | 14 |
| 102 | Modification d'un RU | 1 | 3 |
| | **Sous-total** | **13** | **34** |

| Articles de la loi | Description | Enregistrements 1987-1988 | 1980-1988 |
|---|---|---|---|
| | **Schéma d'aménagement** | | |
| 239-3 | Prolongation d'un délai — Entreprise de l'élaboration du SA | — | 27 |
| 239-3 | Nouveau délai — Entreprise de l'élaboration du SA | — | 28 |
| 4 | Entreprise de l'élaboration d'un SA | — | 94 |
| 67 | Règlement de contrôle intérimaire | — | 96 |
| 71.1 | Modification par résolution d'un RCI | — | 104 |
| 71 | Désaveu partiel d'un RCI | — | 6 |
| 71 | Désaveu d'un RCI | — | 3 |
| 72-67 | Modification par règlement d'un RCI | 102 | 707 |
| 72-71.1 | Modification par résolution d'un règlement modifiant le RCI | 25 | 192 |
| 72-67 | Règlement de contrôle intérimaire refondu | 1 | 14 |
| 72-71.1 | Résolution modifiant un RCI refondu | 2 | 8 |
| 72-71 | Désaveu partiel d'un règlement modifiant le RCI | 9 | 50 |
| 72-71 | Désaveu d'un règlement modifiant le RCI | 5 | 21 |
| 12 | Proposition préliminaire d'aménagement | 1 | 92 |
| 239-14 | Prolongation d'un délai — Avis sur la PPA | — | 10 |
| 15 | Proposition d'aménagement | 1 | 94 |
| 16 | Orientations, projets et objections du Gouvernement | 2 | 94 |
| 18 | Version définitive du SA | 7 | 94 |
| 18 | Modification par rés. de la rés. de la version définitive duSA | 1 | 1 |
| 239-25 | Prolongation d'un terme — Schéma d'aménagement | — | 46 |
| 239-25 | Nouveau délai — Schéma d'aménagement | 18 | 44 |
| 25 | Schéma d'aménagement (règlement) | 47 | 97 |
| 25-7 | Coût des équipements et infrastructures intermunicipaux | — | 2 |
| 25-7 | Modalités et conclusions de la consultation | — | 6 |
| 27 | Demande de modification du SA | 62 | 92 |
| 239-28 | Prolongation d'un terme — Modification du SA | 238 | 24[illegible] |
| 239-28 | Nouveau délai — Modiifcation du SA | 1 | 2 |
| 28 | Modification par règlement du SA | 77 | 81 |
| 30 | SA en vigueur | 4 | 5 * |
| 149 | Avis relatif à un projet d'intervention gouvernementale | 67 | 1 189 |
| 150 | Opinion sur la conformité au RCI d'une intervention projetée | 40 | 256 |
| 225 | Avis suite à une demande d'avis de conformité au RCI | — | 1 |
| | **Sous-total** | **710** | **3 796** |
| | **Modification du SA après son entrée en vigueur** | | |
| 48 | Projet de règlement modifiant le SA | 7 | 7 |
| 53-25 | Modification par règlement du SA | 3 | 4 |
| 52-49-18 | Version définitive de la modification du SA | 1 | 1 |
| 52-49-27 | Demande de modification du règlement modifiant le SA | 1 | 1 |
| 239-49-28 | Prolongation d'un terme — Modification du règ. modifiant le SA | 3 | 3 |
| | **Sous-total** | **15** | **16** |

| Articles de la loi | Description | Enregistrements 1987-1988 | 1980-1988 |
|---|---|---|---|
| | **Révision du SA** | | |
| 55 | Proposition de SA révisé | — | 4 |
| 56-16 | Orientations, projets et objections du Gouvernement | — | 2 |
| 56-49-18 | Version définitive du SA révisé | — | 3 |
| 39-56-49-25 | Prolongation d'un terme — Révision du SA | — | 6 |
| 39-56-49-25 | Nouveau terme — Révision du SA | — | 2 |
| 56-49-25 | SA révisé | 1 | 3 |
| 56-49-27 | Demande de modification du règlement révisant le SA | 1 | 3 |
| 39-56-49-28 | Prolongation d'un terme — Modificatin du règ. révisant le SA | 2 | 2 |
| 56-49-28 | Modification par règlement du règlement révisant le SA | 1 | 1 |
| | **Sous-total** | **5** | **26** |
| | **Total des enregistrements** | **1 332** | **5 801** |

* 27 schémas d'aménagement en vigueur n'ont pas été transmis pour enregistrement.

Tableau VI

**Sommaire des documents devant être transmis par les MRC pour enregistrement dans le processus d'élaboration et d'adoption du SA**

| Articles | Document | | Informations accessoires |
|---|---|---|---|
| 4 | Résolution : | Entreprise de l'élaboration du schéma d'aménagement | — |
| 67 | Règlement : | Contrôle intérimaire | — |
| 12 | Résolution : | Proposition préliminaire d'aménagement | — |
| 15 | Résolution : | Proposition d'aménagement | — |
| 18 | Résolution : | Version définitive du schéma d'aménagement | Avis des dates, heures et lieux des assemblées publiques |
| 25 | Règlement : | Schéma d'aménagement | — |
| 25-7 | Résolution : | Coûts des équipements et infrastructures municipaux | — |
| 25-7 | Résolution : | Modalités et conclusions de la consultation | Motifs d'accord et de désaccord des personnes et organismes consultés |
| 30 | Règlement : | Schéma d'aménagement en vigueur | Avis de la date de son entrée en vigueur |
| 30-7 | Résolution : | Coûts des équipements et infrastructures inter municipaux | — |
| 30-7 | Résolution : | Modalités et conclusions de la consultation | Motifs d'accord et de désaccord des personnes et organismes consultés |
| 44* | Certificat : | Conformité à l'égard d'un plan ou règlement visé aux articles 33, 34, 40, 42, 43 ou 102 | Entrée en vigueur du plan ou règlement à la date de délivrance du certificat de conformité |
| 78-76 | Règlement : | Zonage, lotissement ou construction | — |
| 78-77 | ou : | Modification d'un règlement d'urbanisme (pour les territoires non organisés) | — — |
| 150 | Résolution : | Opinion sur la conformité d'un projet d'intervention gouvernementale | — |

Notes : 1. Les documents doivent être authentifiés par le secrétaire-trésorier et accompagnés d'une copie certifiée de la résolution d'adoption.

2. Les modifications subséquentes aux documents enregistrés doivent aussi être enregistrées.

* Voir Projet de loi 43 (1987, c. 53) entré en vigueur le 23 juin 1987 ainsi que le Projet de loi 88 (1987, c. 102) entré en vigueur le 1er janvier 1988 à l'exception de ses articles 22 et 23.

Tableau VII

**Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement dans le processus d'élaboration et d'adoption d'un plan et de règlements d'urbanisme avant l'entrée en vigueur du SA**

| Articles | Document | | Informations accessoires |
|---|---|---|---|
| 81 | Résolution: | Entreprise de l'élaboration d'un plan d'urbanisme | Délai d'adoption du plan d'urbanisme |
| 111-67 (112) | Règlement: | Contrôle intérimaire | — |
| 91 | Résolution: | Proposition préliminaire d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 95-91 (109) | Résolution: | Projet de plan d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 99 (109) | Règlement: | Plan d'urbanisme en vigueur | Avis de la date de son entrée en vigueur |
| 99-87 (109) | Résolution: | Description des travaux et indication de leurs coûts approximatifs | — |
| 85.1-81 | Résolution: | Entreprise de l'élaboration d'un programme particulier d'urbanisme | Délai d'adoption du plan d'urbanisme |
| 85.1-111-67 (112) | Règlement: | Contrôle intérimaire | — |
| 85.1-91 | Résolution: | Proposition préliminaire d'un programme particulier d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 85.1-95-91 (109) | Résolution: | Projet de programme particulier d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 85.1-99 (109) | Règlement: | Programme particulier d'urbanisme en vigueur | Avis de la date de son entrée en vigueur |
| 102 | Règlement: | Zonage, lotissement et construction | — |
| | ou : | Règlement d'urbanisme en vigueur, modifié ou non | — |

Notes: 1. Les documents doivent être authentifiés par le secrétaire-trésorier ou le greffier et accompagnés d'une copie certifiée de la résolution d'adoption.

2. Les modifications subséquentes aux documents enregistrés doivent généralement être aussi enregistrées.

Tableau VIII

**Sommaire des documents devant être transmis par les municipalités pour enregistrement dans le processus d'élaboration et d'adoption d'un plan et de règlements d'urbanisme après l'entrée en vigueur du SA**

| Articles | Document | | Informations accessoires |
|---|---|---|---|
| 81 | Résolution: | Entreprise de l'élaboration d'un plan d'urbanisme | Délai d'adoption du plan d'urbanisme |
| 91 | Résolution: | Proposition préliminaire d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 95-91 (109) | Résolution: | Projet de plan d'urbanisme | Avis des date, heure, lieu et objet de l'assemblée publique |
| 33 ou 34 * | Règlement: | Plan d'urbanisme (ou si déjà en vigueur — modifié ou non) | Dans un délai de 24 mois de l'entrée en vigueur du SA |
| 44 ** | Certificat: | Conformité à l'égard du plan d'urbanisme (voir tableau VI) | Entrée en vigueur du PU |
| 99 (109) | Règlement: | Plan d'urbanisme en vigueur | Avis de la date de son entrée en vigueur |
| 99-87 (109) | Résolution: | Description des travaux et indication de leurs coûts approximatifs | — |
| 102 * | Règlement | Zonage, lotissement, construction et visé à l'article 116 (ou si déjà en vigueur — modifié ou non) | Dans les 90 jours de l'entrée en vigueur du PU |
| 44 ** | Certificat: | Conformité à l'égard d'un règlement d'urbanisme (voir tableau VI) | Entrée en vigueur du RU |

Notes: 1. Les documents doivent être authentifiés par le secrétaire-trésorier ou le greffier et accompagnés d'une copie certifiée de la résolution d'adoption.

2. Les modifications subséquentes aux documents enregistrés doivent généralement être aussi enregistrées.

* Voir Projet de loi 88 (1987, c. 102) entré en vigueur le 1er janvier 1988 à l'exception de ses articles 22 et 23.

** Voir Projet de loi 43 (1987, c. 53) entré en vigueur le 23 juin 1987.

Tableau IX

**Sommaire des documents devant être transmis par le ministre des Affaires municipales pour enregistrement**

| Articles | Document | | Agent administratif |
|---|---|---|---|
| | | **Schéma d'aménagement** | |
| 16 (56) | Avis: | Orientations, projets et objections du Gouvernement | Ministre désigné |
| 27 (49) | Avis: | Demande de modification du schéma d'aménagement | Ministre désigné |
| 29 (49) | Décret: | Modification du schéma d'aménagement | Gouvernement |
| 30 (49) | | Schéma d'aménagement en vigueur suite à un décret | Ministre |
| | | **Règlement de contrôle intérimaire** | |
| 71 (111) | Ordonnance: | Modification ou désaveu du RCI | Ministre |
| 72-71 (111) | Ordonnance: | Modification ou désaveu d'un règlement modifiant le RCI | Ministre |
| | | **Projet d'intervention gouvernementale** | |
| 149 | Avis: | Projet d'intervention gouvernementale | Ministre désigné * |
| 153 | Avis: | Demande de modification du SA ou du RCI | Ministre désigné |
| 157 | Décret: | Modification du SA ou du RCI | Gouvernement |
| | | **Zone d'intervention spéciale** | |
| 161 | Projet de: décret | Zone d'intervention spéciale | Ministre désigné |
| 164 | Décret: | Zone d'intervention spéciale | Gouvernement |
| | | **Dispositions générales** | |
| 238 | Décision: | Substitution à une municipalité ou une MRC | Ministre |
| 239 | Décision: | Prolongation d'un délai ou terme | Ministre |
| | ou: | Nouveau délai ou terme | Ministre |
| 240 | Demande: | Avis de la Commission sur la conformité | Ministre |
| 241 | Règlement: | Prescription de règles, tarifs d'honoraires ou rémunération | Gouvernement |

Note: Les documents doivent être des originaux signés par le ministre ou dûment certifiés conformes.

* Par délégation, cet avis peut être préparé et transmis par le ministre concerné.

# Chapitre 5
# Requêtes déposées à la Commission et permis d'évaluateur

## 5.1 Requêtes en appel des décisions du sous-ministre de l'Environnement

L'article 96 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) se lit comme suit:

«96. Toute municipalité ou personne visée par une ordonnance émise par le sous-ministre en vertu de la présente loi peut interjeter appel de la décision devant la Commission municipale du Québec si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont erronés, si la procédure suivie est entachée d'une irrégularité grave ou si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

Il en est de même dans tous les cas où le sous-ministre refuse d'accorder, ou révoque un certificat d'autorisation, un certificat, une autorisation, une approbation, une permission ou un permis, fixe à moins de cinq ans la durée du renouvellement d'un permis en vertu de l'article 55, exige une modification à une demande qui lui est faite, refuse de renouveler un permis, fixe ou répartit des coûts et des frais et détermine une indemnité en vertu de l'article 61 ou signifie une dénégation de conformité à l'initiateur d'un projet.

Dans le cas où le sous-ministre approuve des taux avec modification en vertu de l'article 32.9, l'exploitant peut en appeler devant la Commission municipale.

Une ordonnance rendue en vertu de l'article 59 n'est cependant pas susceptible d'appel.»

***Décisions et désistements à l'égard d'appels logés au cours des exercices financiers suivants:***

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Appels reçus | 6 | 1 | 5 |
| Décisions confirmées | — | 1 | 2* |
| Décisions infirmées | — | — | 1* |
| Désistements | 1 | — | — |
| Causes pendantes | 5 | — | 1 |

**** Ces décisions concernaient les appels logés en 1987-1988 par:***

— Les loisirs Sainte-Monique inc. (Sainte-Monique, vl)

— Usine de triage Lachenaie inc. (villes de Lachenaie, Mascouche, Repentigny, Terrebonne, et paroisse de La Plaine)

— Yves Dussault (Lévis)

***Décisions ou désistements à l'égard d'appels logés au cours d'exercices financiers précédents:***

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Décisions confirmées | 2 | 2 | — |
| Décisions infirmées | — | — | — |
| Désistements | 1 | 4 | 2[1] |
| Causes pendantes | 3 | 2 | — |

***[1]Ces désistements concernaient des appels logés au cours de l'exercice financier 1981-1982 et 1985-1986 par:***

— Placage de Bellerive ltée (Mont-Laurier)

— La compagnie M. et G. Demeule ltée (Carignan)

## 5.2 Requêtes en appel de la part de fonctionnaires municipaux

Ces appels sont fondés, principalement, sur les articles 72 et 73.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), 181 et 182 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1).

***a. 72 L.C.V.:***

«La résolution destituant un fonctionnaire ou employé visé au deuxième alinéa de l'article 71, le suspendant sans traitement ou réduisant son traitement, doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres. La personne ainsi destituée ou suspendue ou dont le traitement a été ainsi réduit peut, sous réserve de l'article 79 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours qui suivent le moment où la résolution du conseil a été signifiée.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la municipalité de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée, sur requête de l'appelant, par le tribunal de juridiction civile compétent. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la municipalité.

Lorsque la conduite du fonctionnaire ou de l'employé a été examinée par la Commission lors d'une enquête visée au paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35), l'appel est interjeté à un juge de la Cour provinciale qui décide en dernier ressort. Dans ce cas, l'appel est institué par requête signifiée à la municipalité et à la Commission et déposée au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile, dans les 15 jours de la signification de la résolution. Dès que la requête lui est signifiée, la Commission transmet à la Cour provinciale la partie de son rapport d'enquête qui porte sur la conduite de ce fonctionnaire ou employé.»

### *a. 73.1 L.C.V.:*

«Les articles 71 à 73 ne s'appliquent à une suspension sans traitement que si elle:

1° est de plus de vingt jours ouvrables, ou

2° survient, quelle que soit sa durée, dans les douze mois qui suivent l'expiration d'une suspension sans traitement de plus de vingt jours ouvrables.»

### *a. 181 C.M.:*

«La résolution destituant le secrétaire-trésorier, le suspendant sans traitement ou réduisant son traitement doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres. Le secrétaire-trésorier qui a été en fonction pendant au moins 12 mois consécutifs peut interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel doit être formé dans les 15 jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la corporation a été signifiée.

Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la corporation de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a faites pour cet appel. L'ordonnance à cette fin est homologuée, sur requête de l'appelant, par le tribunal de juridiction civile compétent. L'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la corporation.

Lorsque la conduite du secrétaire-trésorier a été examinée par la Commission lors d'une enquête visée au paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35), l'appel est interjeté à un juge de la Cour provinciale qui décide en dernier ressort. Dans ce cas, l'appel est institué par requête signifiée à la corporation municipale et à la Commission et déposée au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile, dans les 15 jours de la signification de la résolution. Dès que la requête lui est signifiée, la Commission transmet à la Cour provinciale la partie de son rapport d'enquête qui porte sur la conduite du secrétaire-trésorier.

Une disposition d'une charte d'une corporation qui abroge, remplace ou modifie directement ou indirectement l'article 180, en totalité ou en partie, ou qui édicte un article 181, n'exclut pas l'application du présent article.»

### *a. 182 C.M.:*

«Les articles 180 et 181 ne s'appliquent à une suspension sans traitement que si elle:

1° est de plus de 20 jours ouvrables, ou

2° survient, quelle que soit sa durée, dans les 12 mois qui suivent l'expiration d'une suspension sans traitement de plus de 20 jours ouvrables.»

### *Décisions rendues en 1987-1988 concluant au droit à l'appel:*

— Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
René Pelletier, secrétaire-trésorier

— Municipalité de Les Cèdres
Jean-Louis Laframbroise, secrétaire-trésorier adjoint

— Ville de La Malbaie
Roger Arpin, directeur général et secrétaire-trésorier (E) [1]

### *Décisions rendues en 1987-1988 concluant au rejet de l'appel:*

— Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
Madame René Pelletier, secrétaire-trésorière adjointe

— Ville de Chapais
René Fortin, coordonnateur des services d'inspection

— Ville de Lac-Etchemin
Franco Pretto, contremaître (E)

— Ville de Greenfield-Park
Maurice Roussel, greffier et procureur

— Ville de Montréal
Régent Malépart, surintendant administratif

---

1 Précédée d'une décision sur une demande de réouverture d'enquête.

(E) Évocation

— Ville de Saint-Jovite
Jean-Guy Legault, chef du service de prévention des incendies[1]

— Ville de Saint-Jovite
Gaston Charron, lieutenant au service de prévention des incendies[1]

— Municipalité de Saint-Mathieu
Ginette Poissant, secrétaire-trésorière (E)

***Désistements reçus en 1987-1988:***

***a) les personnes suivantes ont produit un désistement de leur appel auprès de la Commission municipale du Québec et ne sont plus à l'emploi des municipalités ci-dessous:***

— Ville de Pierrefonds
Daniel Vallières, contrôleur au revenu

— Ville de Blainville
Me Jean H. Massey, directeur du contentieux

— Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Guy Berthiaume, président-directeur général du port de Valleyfield

— Ville de Chambly
Edouard Bissonnette, directeur adjoint au service de la récréation (suspension)[2]

— Municipalité de Baie-des-Sables
Roland Pelletier, secrétaire-trésorier

— Ville de Lebel-sur-Quévillon
Aline Paquette, directrice des services de loisirs

— Ville de Chambly
Édouard Bissonnette, directeur adjoint au service de la récréation (suspension confirmée)

— Ville de Saint-Léonard
P.-André Latulippe, ingénieur et directeur adjoint à l'approvisionnement

— Ville de Mont-Royal
Neil Fernandes, directeur des ressources humaines et des services administratifs

— Ville de Varennes
Johanne Sylvestre, secrétaire administrative[3]

— Paroisse de Sainte-Julienne
Raymond Laflèche, inspecteur municipal

***b) les personnes suivantes ont produit un désistement de leur appel auprès de la Commission municipale du Québec et sont toujours à l'emploi des municipalités ci-dessous:***

— Ville de Baie-Saint-Paul
Maurice Lavoie, secrétaire trésorier

— Ville de Disraéli
Huguette Caron, directrice des loisirs

— Ville d'Alma
Bernard Corneau, coordonnateur aux services techniques[1]

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| — Nombre d'appels reçus | 35 | 36 | 2 |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1980 et le 31 mars 1981 | — | 1 | — |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1982 et le 31 mars 1983 | 1 | — | — |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1983 et le 31 mars 1984 | 5 | — | — |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985 | 13 | — | — |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1986 | 18 | 16 | — |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1986 et le 31 mars 1987 | — | 26 | 14 |
| — Décisions ou désistements sur appels logés entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988 | — | — | 13 |

1 Une décision a été rendue concernant ces deux (2) appels.

(E) Évocation

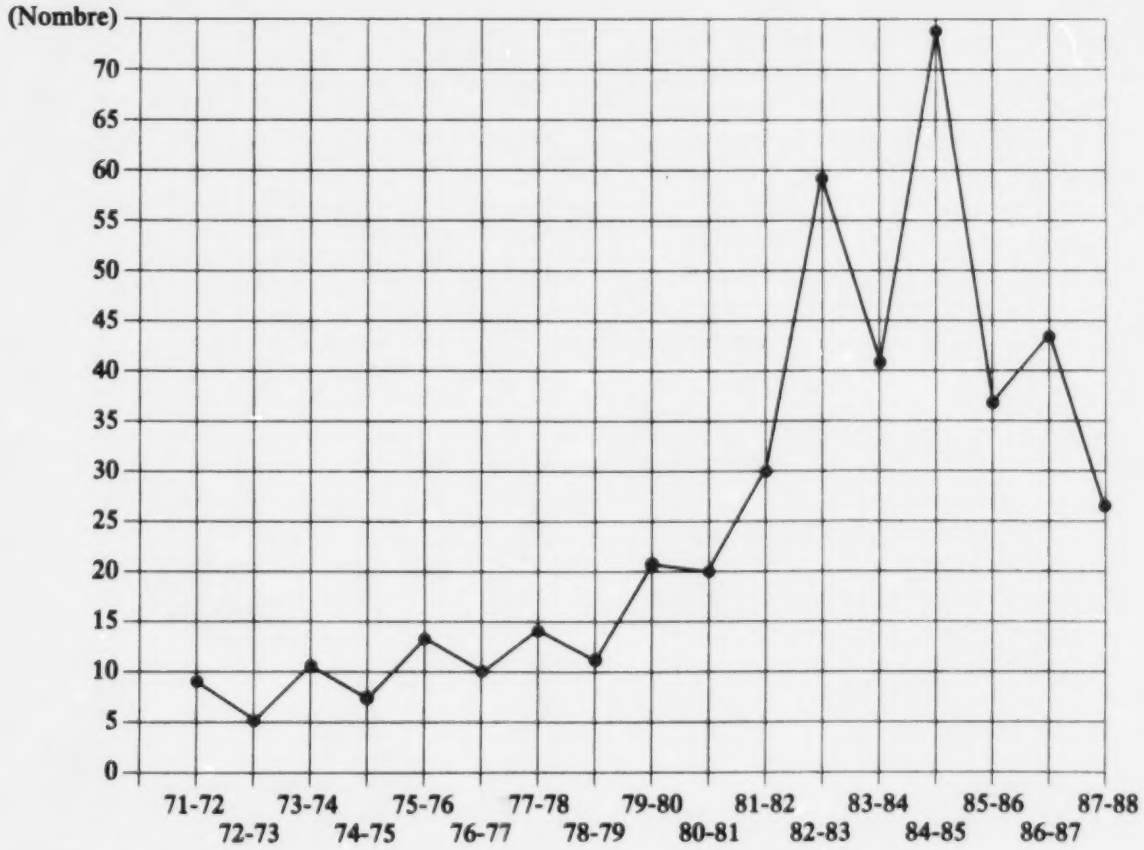
2 Précédée d'une décision sur objection préliminaire.

3 Précédée d'une décision interlocutoire.

1 Toujours à l'emploi de la municipalité, mais à une autre fonction.

Graphique 1

*Nombre des décisions et désistements des appels de fonctionnaires municipaux logés à la Commission municipale, de 1971-1972 à 1987-1988*




| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1971-1972 | 9 | 1977-1978 | 14 | 1983-1984 | 41 |
| 1972-1973 | 5 | 1978-1979 | 11 | 1984-1985 | 74 |
| 1973-1974 | 11 | 1979-1980 | 21 | 1985-1986 | 37 |
| 1974-1975 | 7 | 1980-1981 | 20 | 1986-1987 | 43 |
| 1975-1976 | 13 | 1981-1982 | 30 | 1987-1988 | 27 |
| 1976-1977 | 10 | 1982-1983 | 59 | | |

### 5.3 Requêtes et révocations de reconnaissance à des fins d'exemption de taxes foncières et de taxes d'affaires

#### *5.3.1 Requêtes en reconnaissance à des fins d'exemption de taxes foncières*

**Le paragraphe 10 de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) se lit comme suit:**

«Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire: [ ... ]

Un immeuble qui appartient à une institution ou un organisme qui est reconnu par la Commission, après consultation de la corporation municipale, comme remplissant les conditions du présent paragraphe:

*a)* qui est à l'usage du public et utilisé sans but lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales, ou

*b)* qui est utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif; [ ... ]»

**L'article 208.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) se lit comme suit:**

«Malgré l'article 208, la Commission peut, sur demande présentée par une institution ou un organisme qui est locataire ou occupant d'un immeuble visé à l'article 204 et qui n'est pas une personne mentionnée à cet article, reconnaître cette institution ou cet organisme, après consultation de la corporation municipale, à l'égard de l'immeuble remplissant l'une des conditions suivantes:

*a)* être à l'usage du public et utilisé sans but lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales;

*b)* être utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif.

Cette institution ou cet organisme est censé visé par le paragraphe 10° de l'article 204 et l'immeuble est alors censé visé par le paragraphe de cet article qui mentionne son propriétaire. L'immeuble n'est alors pas censé visé par l'article 208.»

***Les requêtes agréées en 1987-1988 ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:***

— La maison des jeunes «L'escalier» de Lachine inc.
-et-
Ville de Lachine

— Club de croquet St-Léonard inc.
-et-
Village de Saint-Léonard-d'Aston

— Association colombienne de Sept-Îles inc.
-et-
Ville de Sept-Îles

— Le centre d'éducation populaire de l'académie populaire inc./L'académie populaire
-et-
Ville de Joliette

— Centre communautaire Normandie inc.
-et-
Ville de Montmagny

— Le club Kiwanis de Roberval inc.
-et-
Ville de Roberval

— Réhabilitation Lotbinière inc.
-et-
Village de Sainte-Croix

— Centre de bénévolat de Waterloo inc.
-et-
Ville de Waterloo

— Club des aînés de Saint-Tite inc.
-et-
Ville de Saint-Tite

— Centre sportif Jules Paquin inc.
-et-
Municipalité de Notre-Dame-de-Montauban

— L'auberge de l'amitié Roberval inc.
-et-
Ville de Roberval

— Société St-Jean-Baptiste de Montréal
-et-
Ville de Montréal

— Association des œuvres de charité de la communauté juive de Montréal La Fondation B'Nai B'Rith Hillel de Montréal
-et-
Ville de Montréal

— Maison de l'amitié Omer
-et-
Ville de Longueuil

— Le club le rendez-vous de Châteauguay inc.
-et-
Ville de Châteauguay

— Domaine de la fraternité des chevaliers de Colomb du Québec inc.
-et-
Municipalité de Saint-Ubalde

— Association des propriétaires du lac Labelle inc.
-et-
Municipalité de Labelle

— L'arrêt-source inc.
-et-
Ville de Montréal

— La fondation Phœnix inc.
-et-
Ville de Lachine

— Centre communautaire de loisir Sherbrooke inc.
-et-
Ville de Sherbrooke

— Société zoologique de Saint-Donat inc.
-et-
Municipalité de Saint-Donat

— Mouvement d'action des handicapés de Granby et la région inc.[1]
-et-
Ville de Granby

— Boy Scouts of Canada, Provincial Council inc.
-et-
Ville de Granby

— Emmaüs Canadien de Montréal
-et-
Ville de Montréal

— La maison Michel Sarrazin
-et-
Ville de Sillery

— Le domaine de la sobriété inc.
-et-
Canton de Stratford

— Chambre de commerce Saint-Denis-de-Brompton
-et-
Paroisse de Saint-Denis-de-Brompton

— La corporation de développement économique, social et communautaire (C.D.E.S.C.) de Rock Forest inc.
-et-
Ville de Rock Forest

Service d'entraide de Saint-Jean-Chrysostome
-et-
Ville de Saint-Jean-Chrysostome

— Maison d'hébergement de Pabos inc.
-et-
Municipalité de Pabos

— Base plein air de Bellefeuille
-et-
Municipalité de Pabos-Mills

— Unité Domremy de Chandler
-et-
Ville de Chandler

— Auberge sous mon toit inc.
-et-
Ville de Granby

— La maison des jeunes, au coin de la rue inc.
-et-
Ville de Montréal

— Les petits frères des pauvres
-et-
Ville de Montréal

— Centre communautaire petite bourgogne
-et-
Ville de Montréal

— Les premiers de cordée
-et-
Ville de Québec

— Corporation de vol libre de Mont-St-Pierre
-et-
Village de Mont-St-Pierre

— Corporation restons chez-nous
-et-
Municipalité de Saint-Bernard-de-l'Île-aux-Coudres

— La maison des jeunes de Grande Rivière inc.
-et-
Ville de Grande-Rivière

— Le répit du passant inc.
-et-
Ville de Rimouski

— Maison l'alcôve inc.
-et-
Ville de Saint-Hyacinthe

— Le centre Mechtilde
-et-
Ville de Hull

— Les loisirs de Saint-Noël inc.
-et-
Village de Saint-Noël

— Chevaliers de Colomb, conseil 6230
-et-
Ville d'Arthabaska

— Chevaliers de Colomb, conseil 3490
-et-
Village de Barraute

— Regroupement des associations locales de personnes handicapées R.A.L.P.H.
-et-
Ville de Rouyn-Noranda

---

1 Cette décision a été modifiée

— Ensoleilvent
-et-
Ville de Drummondville

— Club de croquet Drummondville inc.
-et-
Ville de Drummondville

— Centre récréatif Kingsey inc.
-et-
Village de Kingsey-Falls

— Maison de dépannage «l'ombre elle» pour femmes en difficultés
-et-
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts

— Club de croquet d'Upton inc.
-et-
Village d'Upton

— Centraide Laurentides
-et-
Ville de Saint-Jérôme

— Comptoir St-Vincent-de-Paul de Hull inc.
-et-
Ville de Hull

— Société scogestion (1982) inc.
-et-
Canton de Low

— Club de l'âge d'or de Panet inc.
-et-
Paroisse de Saint-Fabien-de-Panet

— Conseil de la culture de l'Estrie
-et-
Ville de Sherbrooke

— Chevaliers de Colomb, conseil Ste-Dorothée 8260[1]
-et-
Ville de Laval

— Havre de l'hospitalité inc.
-et-
Ville d'Alma

— L'association touristique de la Gaspésie
-et-
Paroisse de Sainte-Flavie

— Légion royale canadienne filiale 120
-et-
Ville de Mascouche

— L'accueil Le Prévost
-et-
Ville de Charlesbourg

— Club Richelieu St-Jean
-et-
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

— Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc.(Pavillon du centre)
-et-
Ville de Drummondville

— Chevaliers de Colomb, conseil 9244
-et-
Village de Pointe-Lebel

— Association coopérative d'économie familiale de la région de Trois-Rivières
-et-
Ville de Trois-Rivières

— Coopérative de loisirs de Vermont-sur-le-Lac
-et-
Cantons-unis de Stoneham et Tewkesbury

— Maison des jeunes de Gaspé
-et-
Ville de Gaspé

— Arche agape inc. (ex. «Fondation la source vive inc.»)
-et-
Ville de Hull

— Parc régional de la rivière du nord inc.
-et-
Ville de Saint-Jérôme Village de Lafontaine

— Docom
-et-
Paroisse de Saint-Hippolyte

— Les tapageurs de St-Hubert inc.
-et-
Paroisse de Saint-Hubert

— Maison des jeunes de Rimouski
-et-
Ville de Rimouski

— Association piscine du parc Westminster inc.
-et-
Ville de Dollard-des-Ormeaux

— Maison «Halte secours»
-et-
Ville de Dolbeau

— Centre-femmes de Lotbinière — Recherche-action de Lotbinière — Récupération Lotbinière inc. — Mouvement des sans emploi de Lotbinière inc. — Association des personnes handicapées de Lotbinière — Comité régional d'actions contre la pornographie, *agissant sous le nom de*; «Le regroupement des organismes communautaires régionaux de Lotbinière enr.»
-et-
Village de Saint-Flavien

---

1 Cette décision a été modifiée.

— Club de l'âge d'or de Sainte-Germaine et de Lac-Etchemin[1]
-et-
Ville de Lac-Etchemin

— Le centre éducatif des haïtiens de Montréal[1]
-et-
Ville de Montréal

— Centre de bénévolat de Laval inc.[1]
-et-
Ville de Laval

— Centre communautaire de Maskinongé inc.
-et-
Village de Maskinongé

— Camp Kallala ltée et sa version — Camp Kallala ltd
-et-
Municipalité de la Pêche

— Le club de golf de Cacouna
-et-
Paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna

— Solitude Myriam inc.
-et-
Municipalité de Mille-Isles

— Les copains du camping et des sports familiaux de St-Hubert inc.
-et-
Municipalité de Saint-Donat (Montcalm)

— Auberge communautaire sud-ouest
-et-
Ville de Montréal

— Liaison 12-18 inc.
-et-
Ville de Témiscaming

— Bureau du tourisme et des congrès de Sutton inc.
-et-
Ville de Sutton

— Club optimiste Bromptonville
-et-
Ville de Bromptonville

— Association de la piscine Sunnybrook inc.
-et-
Ville de Dollard-des-Ormeaux

— Le parc du Mont-Comi inc.
-et-
Paroisse de Saint-Donat (Rimouski)

— Le parc du Mont-Comi inc.
-et-
Municipalité de Fleuriault

— 152e scouts et guides St-Noël Chabanel (Laval Est) (district de Montréal)
-et-
Municipalité de Saint-Calixte

— Théâtre Piggery inc.
-et-
Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley

— Le club de l'âge d'or de Amqui
-et-
Ville de Amqui

— Centre résidentiel communautaire d'Amos inc.
-et-
Ville d'Amos

— Club de curling Daviault de Fermont inc.
-et-
Ville de Fermont

***Les requêtes refusées en 1987-1988 ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:***

— Les chevaliers de Colomb du conseil de Lachine no: 1776
-et-
Ville de Lachine

— Les aigles de la Mauricie inc.
-et-
Ville de Shawinigan

— Maisons mon roc
-et-
Paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly

— Club de raquetteurs «le marquette de Lachine»
-et-
Ville de Lachine

— Habitat jeunesse, Mascouche
-et-
Ville de Mascouche

— Le club Kiwanis de Rouyn inc.
-et-
Ville de Rouyn-Noranda

— Riverside Lawn Bowling Club Incorporated
-et-
Ville de Lachine

— Corporation de la communauté chrétienne du secteur sud de Sainte-Julie
-et-
Ville de Sainte-Julie

— Fraternité, paix, joie amour de l'Immaculée
-et-
Ville de Québec

— Chevaliers de Colomb, conseil Montcalm 5529
-et-
Ville de Loretteville

— Centre d'histoire et d'organismes communautaires de Sainte-Foy
-et-
Ville de Sainte-Foy

1 Cette décision a été modifiée.

— Le club auto-neige «gai-luron»
-et-
Ville de Notre-Dame-du-Lac

— Le club nautique Rivière-Portneuf inc.
-et-
Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf

— L'arche de paix inc.
-et-
Canton d'Orford

— Les alcooliques anonymes
-et-
Ville de Chandler

— Conseil Mgr Ross 3261 des Chevaliers de colomb de Chandler inc.
-et-
Municipalité de Pabos

— La société culturelle l'angélus
-et-
Paroisse de Matapédia

— Service Myriam sur mer inc. et Services Myriam-Beth Lehem inc.
-et-
Ville de Cap-Chat

— Club de l'âge d'or de La Malbaie inc.
-et-
Ville de La Malbaie

— La société des auteurs, recherchistes, documentalistes et compositeurs — SARDEC
-et-
Ville de Montréal

— Loisirs d'Huberdeau inc.
-et-
Municipalité de Huberdeau

— Société des arméniens d'Istambul
-et-
Ville de Montréal

— Association I.R.I.S.
-et-
Ville de Laval

— Cercle des fermières de Tadoussac
-et-
Village de Tadoussac

— Atelier industriel St-Jean (1980) inc.
-et-
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

— Cercle des fermières de Saint-Noël
-et-
Village de Saint-Noël

— L'associaiton portugaise du Saint-Esprit
-et-
Ville de Montréal

— Légion royale canadienne
-et-
Ville de Sutton

— Le club de motoneige et de ski de fond les verlois inc.
-et-
Municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Île-Verte

— Le club de curling de Valleyfield inc.
-et-
Ville de Salaberry-de-Valleyfield

— Pain de vie évangélisation
-et-
Ville de Saint-Hubert

— Domaine du beau séjour inc.
-et-
Municipalité de Labelle

— Société de gestion Querbes inc.
-et-
Ville de Montréal

— The Youth Welfare Association of Rupert
-et-
Municipalité de La Pêche

— The Gatineau Valley Horse and Cattle Owners Association/L'association des propriétaires de chevaux et de bestiaux de la Vallée de Gatineau
-et-
Municipalité de La Pêche

— Musée la gare de Rivière-Blanche
-et-
Village de Saint-Ulric

— La société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de Baie-Trinité inc.
-et-
Village de Baie-Trinité

— Maison de Job
-et-
Ville de Québec

— Mouvement jeunesse Amos inc. DEVENUE Maison des jeunes F.R.A.D. d'Amos inc.
-et-
Ville d'Amos

— La corporation du centre d'art de Baie-St-Paul
-et-
Ville de Baie-Saint-Paul

— Corporation Bosannova inc.
-et-
Village de Saint-Émile

— Centre récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. (Le relais baptiste)
-et-
Paroisse de Saint-Lucien

— Club social des Moose de Gagnonville inc.
-et-
Ville de Fermont

— Fondation Crémazie
-et-
Ville de Montréal

— Conseil Québec no 446 des Chevaliers de Colomb
-et-
Ville de Québec

— Cercle des fermières de Pentecôte
-et-
Municipalité de Rivière-Pentecôte

— Les ateliers Kami inc.
-et-
Ville de Ville-Marie

— Club de l'âge d'or vue de la montagne / Mountain View Golden Age
-et-
Ville de Percé

— Centre communautaire source de vie DEVENU Fraternité source de vie
-et-
Municipalité de Saint-Eugène-de-Guigues

— Carrefour de sobriété bon accueil
-et-
Village de Saint-Anselme

— Centre communautaire Le Trait d'union
-et-
Ville de Longueuil

— Royal Canadian Legion royale canadienne
-et-
Ville de Lachine

— La maison Slovaque inc.
-et-
Ville de Montréal

— Séréna inc.
-et-
Ville de Montréal

— L'association des cadres intermédiaires des affaires sociales inc.
-et-
Ville de Longueuil

— L'Église du Christ à Verdun
-et-
Ville de Verdun

— Manoir de chez-nous
-et-
Village de Compton

— L'association des propriétaires des chalets des éboulis inc.
-et-
Paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska

***Les désistements reçus en 1987-1988 ont impliqué les organismes et corporations municipales suivants:***

— Services d'entraide Robertvalois
-et-
Ville de Roberval

— Club de natation Beaurepaire Swimming Club inc.
-et-
Ville de Beaconsfield

— Les associés de Notre-Dame des Sept Douleurs inc.
-et-
Paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

— Centre de recherche en sylvichimie de l'Outaouais inc.
-et-
Ville de Gatineau

— Club de l'âge d'or de Plessisville
-et-
Ville de Plessisville

— Syndicat pour la protection des travailleurs unis de Kénogami inc.
-et-
Ville de Jonquière

— Elm Park Recreation Association Inc.
-et-
Ville de Dollard-des-Ormeaux

— Centre religieux Notre-Dame-de-la-Trinité
-et-
Municipalité de Val-des-Bois

— La moisson dorée
-et-
Paroisse de Saint-Denis (Kamouraska)

— La gigogne inc.
-et-
Ville de Matane

— Le domaine Forget de Charleboix inc.
-et-
Paroisse de Saint-Irénée

— Communauté et santé mentale (COSAME) inc.
-et-
Ville de Montréal

— Club de tennis Mont-Royal inc.
-et-
Ville de Montréal

— Maison de Job
-et-
Ville de Québec

— Centre de réinsertion sociale de Rivière-du-Loup inc.
-et-
Ville de Rivière-du-Loup

— Parc régional de la rivière du Nord inc.
-et-
Paroisse de Bellefeuille

— Parc régional de la rivière du nord inc.
-et-
Municipalité de Prévost

— Les petits frères des pauvres
-et-
Ville de Montréal-Nord

— Regroupement des services communautaires de la Pointe Bleue inc.
-et-
Paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

— Service régional d'admission du Montréal métropolitain S.R.A.M.
-et-
Ville de Montréal

— Le 19e groupe scouts et guides de St-Hubert inc. (district St-Jean)
-et-
Ville de Saint-Hubert

— La fondation des sourds de Québec (F.S.Q.) inc.
-et-
Ville de Charlesbourg

— Corporation d'aménagement du couvent du Bon Pasteur
-et-
Ville de Québec

— Le Far (famille, accueil, référence) 1985 inc.
-et-
Ville de Cap-de-la-Madeleine

— Foyer du lien inc.
-et-
Municipalité de Fatima

— Foyer du lien inc.
-et-
Municipalité de l'Étang-du-Nord

— La maison Mélaric inc.
-et-
Municipalité de Pointe-du-Lac

### *5.3.2 Requêtes en révocation de reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 10 de l'article 204 ou en vertu de l'article 208.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-2.1):*

L'article 209 de cette Loi se lit comme suit:

« La Commission peut, après avoir consulté la corporation municipale, révoquer la reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 10o de l'article 204 ou en vertu de l'article 208.1.

La corporation municipale peut demander à la Commission de révoquer une telle reconnaissance.

La Commission ou la corporation municipale peut exiger la production des états financiers d'une institution ou d'un organisme reconnu en vertu du paragraphe 10° de l'article 204 ou en vertu de l'article 208.1, ou qui demande d'être ainsi reconnu.

***Les requêtes agréées en 1987-1988 ont impliqué les corporations municipales et organismes suivants:***

— Ville de Montréal
-et-
La fondation B'Nai B'Rith Hillel de Montréal

— Ville de Montréal
-et-
Association des œuvres de charité de la communauté juive de Montréal La fondation B'Nai B'Rith Hillel de Montréal

— Ville de Montréal
-et-
Union nationale française

— Ville de Montréal
-et-
The Young Men's Christian Association of McGill University[1]

— Ville de Montréal
-et-
Emmaüs S.O.S.

***La requête refusée en 1987-1988 a impliqué la corporation municipale et l'organisme suivants:***

— Ville de Montréal
-et-
Association de la jeunesse ukrainienne « SUM » de Québec

***Les désistements reçus en 1987-1988 ont impliqué les corporations municipales et les organismes suivants:***

— Ville de Montréal
-et-
L'organisation des jeunes de Loubavitch

— Village de Sault-au-Mouton
-et-
Base de plein air de la Côte nord inc.

1 Cette décision a été modifiée.

***Nombre des décisions et désistements pour les exercices financiers suivants, à l'égard des requêtes formulées en vertu des articles 204.10, 208.1 et 209 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)***

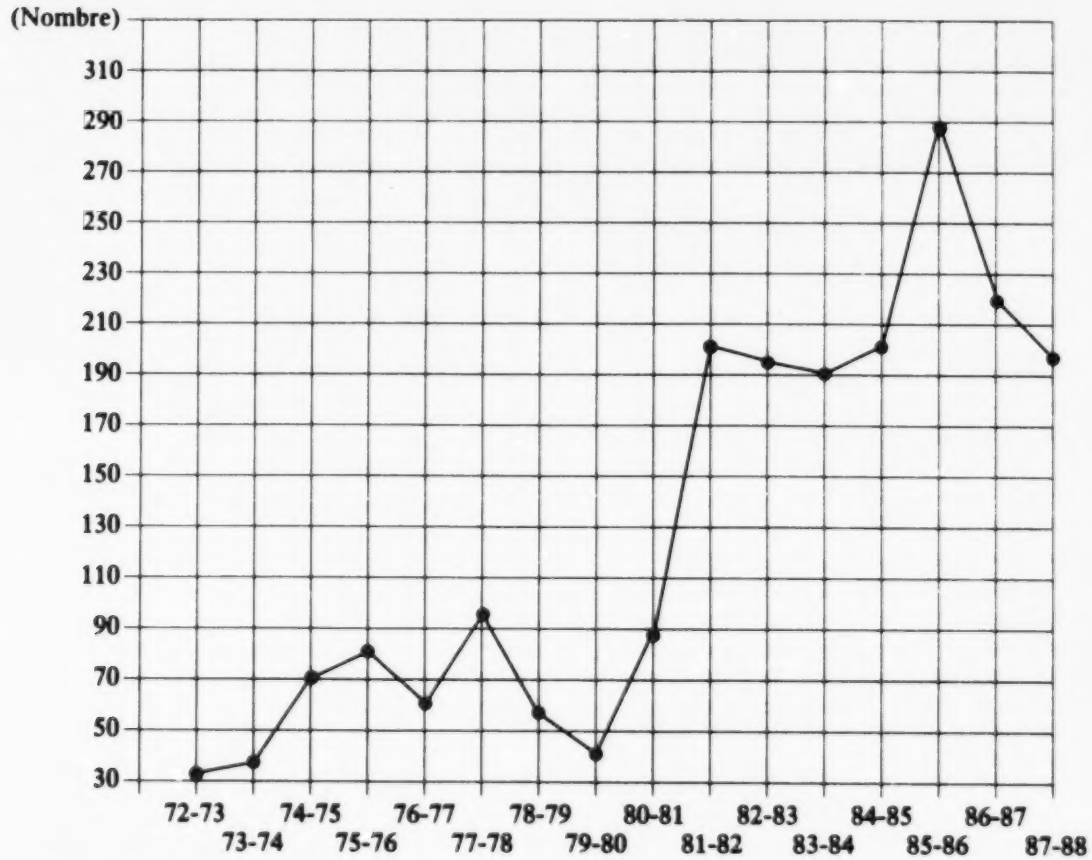
| | 1985-1986 | | | | 1986-1987 | | | | 1987-1988* | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de requêtes reçues** | **312** | | | | **209** | | | | **219** | | | |
| | **Accord** | **Refus** | **Désist.** | **Total** | **Accord** | **Refus** | **Désist.** | **Total** | **Accord** | **Refus** | **Désist.** | **Total** |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1983 et 31 mars 1984 | 27 | 10 | 3 | 40 | 9 | 3 | 4 | 16 | 2 | — | — | 2 |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1984 et 31 mars 1985 | 69 | 53 | 23 | 145 | 12 | 14 | 1 | 27 | 3 | 1 | — | 4 |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1985 et 31 mars 1986 | 61 | 26 | 10 | 97 | 68 | 30 | 8 | 106 | 5 | 3 | 3 | 11 |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1986 et 31 mars 1987 | | — | — | — | 50 | 17 | 7 | 74 | 70 | 36 | 15 | 121 |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre les 1er avril 1987 et 31 mars 1988 | | — | — | — | — | — | — | — | 27 | 20 | 11 | 58 |
| Total global des décisions ou désistements pour l'exercice financier 1987-1988 | | — | — | — | — | — | — | — | 107 | 60 | 29 | 196 |

| | **Demandes agréées** | **Demandes refusées** | **Désistements** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| 1972-1973 | 6 | 25 | —* | 31 |
| 1973-1974 | 21 | 15 | —* | 36 |
| 1974-1975 | 25 | 45 | —* | 70 |
| 1975-1976 | 23 | 38 | —* | 61 |
| 1976-1977 | 29 | 56 | —* | 85 |
| 1977-1978 | 30 | 60 | 5 | 95 |
| 1978-1979 | 20 | 31 | 6 | 57 |
| 1979-1980 | 13 | 17 | 12 | 42 |
| 1980-1981 | 34 | 23 | 30 | 87 |
| 1981-1982 | 92 | 75 | 34 | 201 |
| 1982-1983 | 96 | 64 | 34 | 194 |
| 1983-1984 | 104 | 52 | 34 | 190 |
| 1984-1985 | 109 | 73 | 21 | 203 |
| 1985-1986 | 161 | 91 | 36 | 288 |
| 1986-1987 | 139 | 64 | 20 | 223 |
| 1987-1988 | 107 | 60 | 29 | 196 |
| **Total global** | **1009** | **789** | **261** | **2059** |

* Non disponible

Graphique 2

*Nombre des décisions et désistements, pour les exercices financiers 1972-1973 à 1987-1988, à l'égard des requêtes formulées en vertu des articles 204.10, 208,1 et 209 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)*



***5.3.3 Requêtes en reconnaissance à des fins d'exemption de taxe d'affaires. Les articles 236.1, 236.2 et 236.5°, 6°, 7° de la Loi sur la fiscalité municipale (1987, c. 42, a. 12) se lisent comme suit:***

«**236.1** Sous réserve de l'article 236.2, une activité exercée dans une place d'affaires doit être reconnue par la Commission, après consultation de la corporation municipale, pour être exemptée de la taxe d'affaires en vertu des paragraphes 5° à 7° de l'article 236. Les articles 204.2, 209 et 209.1 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la reconnaissance prévue au premier alinéa.

**236.2** Une activité visée au paragraphe 5° de l'article 236 est réputée reconnue aux fins de l'article 236.1, à l'égard de la place d'affaires où elle est exercée, lorsqu'elle donne lieu à une reconnaissance en vertu du paragraphe 10° de l'article 204 ou de l'article 208.1 à l'égard de l'immeuble correspondant à cette place d'affaires.

**236.** La taxe d'affaires ne peut être imposée à l'égard: [...]

5° de l'activité exercée dans un but non lucratif principalement à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables, sociales ou de protection des animaux dans un immeuble à l'usage du public;

6° de l'activité administrative rattachée à la poursuite d'une activité exercée, conformément au paragraphe 5°, à des fins culturelles, scientifiques, écologiques, récréatives, charitables ou de protection des animaux même si cette activité administrative est exercée dans un immeuble distinct à l'usage du public ou non;

7° de l'activité administrative rattachée à une activité exercée dans un but non lucratif principalement en vue de la défense des intérêts ou des droits d'un groupe de personnes formé en raison de la langue, de l'origine ethnique ou nationale, de l'âge ou d'un handicap ou en vue de lutter contre une forme de discrimination illégale ou en vue de venir en aide à des personnes socialement ou économiquement défavorisées ou à des personnes opprimées; [...]»

**De plus, les articles 26 et 27 du chapitre 42 des lois de 1987 précisent ce qui suit:**

«**26.** Une demande de reconnaissance en vertu de l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale, édicté par l'article 12, doit être faite, aux fins de l'exercice financier de 1987, au plus tard le 23 juin 1988 et la Commission municipale du Québec peut décréter que la reconnaissance qu'elle accorde a effet à compter d'une date qui ne peut être antérieure au début de l'exercice financier de 1987.

**27.** L'article 236.2 de la Loi sur la fiscalité municipale, édicté par l'article 12, s'applique à une activité exercée au cours de l'exercice financier de 1987 et l'exemption de la taxe d'affaires pour cet exercice prend effet à compter de la date à laquelle débute l'exemption reconnue en vertu du paragraphe 10o de l'article 204 ou de l'article 208.1 de cette loi aux fins de cet exercice.»

***Les requêtes agrées en 1987-1988 ont impliqué les organismes et corporations municipales ci-dessous:***

— Centre d'aiguillage Estrie inc.
-et-
Ville de Sherbrooke

— Association des professeurs pour des programmes universitaires internationaux de Sherbrooke inc.
-et-
Ville de Sherbrooke

— Centre de recherche d'emploi de l'Estrie
-et-
Ville de Sherbrooke

— Fédération québécoise de hockey sur glace de la région Lac Saint-Louis
-et-
Ville de Kirkland

***Les requêtes refusées en 1987-1988 ont impliqué les organismes et les corporations municipales ci-dessous:***

— Club de tennis Mont-Royal inc.
-et-
Ville de Montréal

— L'association des cadres intermédiaires des affaires sociales inc.
-et-
Ville de Longueuil

***Les désistements reçus en 1987-1988 ont impliqué les organismes et les corporations municipales ci-dessous:***

— L'atelier Samir Kachami enrg.
-et-
Ville de Saint-Eustache

— Société des décorateurs ensembliers du Québec
-et-
Ville de Montréal

— Coopérative funéraire de l'anse
-et-
Ville de Québec

— Coopérative funéraire de l'anse
-et-
Ville de Vanier

— Coopérative funéraire de l'anse
-et-
Ville de Charlesbourg

— Maison Radisson inc.
-et-
Ville de Trois-Rivières

— Le far (famille, accueil, référence) 1985 inc.
-et-
Ville de Cap-de-la-Madeleine

— Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie féminine
-et-
Ville de Montréal

— Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie masculine
-et-
Ville de Montréal

— Ressources Média inc.
-et-
Ville de Québec

***Nombre des décisions et désistements pour l'exercice 1987-1988 à l'égard de requêtes formulées en vertu de l'article 236.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)***

| | 1987-1988 | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Nombre de requêtes reçues *** | 370 | | | |
| | **Accord** | **Refus** | **Désist.** | **Total** |
| Décisions (oui ou non) et désistements sur requêtes formulées entre le 1er avril 1987 et 31 mars 1988 | 4 | 2 | 10 | 16 |

* Depuis le 23 juin 1987, soit la date d'entrée en vigueur du chapitre 42 des lois de 1987.

## 5.4 Requêtes en fixation du prix de vente d'eau

Le troisième alinéa de l'article 34 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit qu'«à défaut d'entente, la Commission municipale fixe les taux de vente d'eau ou du service d'égout entre les municipalités, ou entre une municipalité et une personne visée à l'article 32.1, ou dans le cas où une personne vend de l'eau ou fournit le traitement des eaux à une municipalité.»

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Requêtes reçues | 10 | 8 | 5 |
| Décisions sur requêtes formulées au cours du présent exercice | 3 | 3 | 1 |
| Décisions sur requêtes formulées lors d'exercices antérieurs | 8 | 4 | 2 |
| Désistements sur requêtes formulées au cours d'exercices antérieurs | 2 | 2 | 4 |
| Causes pendantes | 6 | 8 | 6 |

***Les cinq requêtes reçues en 1987-1988 impliquent les municipalités et les corporations suivantes:***

— Cité de Côte-Saint-Luc
-et-
Ville de Montréal

— Ville de Saint-David-de-l'Auberivière
-et-
Ville de Saint-Romuald

— Ville de La Pocatière
-et-
Les cessionnaires de «l'aqueduc de la station»

— Paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna
-et-
Village de Saint-Georges-de-Cacouna

— Village de Sainte-Monique
-et-
Aqueduc Grand St-Esprit

***Trois requêtes, dont une reçue au cours de l'année 1985-1986, une en 1986-1987 et une en 1987-1988 ont fait l'objet d'une décision au cours du présent exercice financier et impliquaient les municipalités ci-dessous:***

— Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
-et-
Ville de Pincourt

— Village de Baie-de-Shawinigan
-et-
Ville de Shawinigan[1]

— Ville de Montréal
-et-
Villes de Westmout, Outremont, Saint-Pierre, Montréal-Est, Anjou, Hampstead, Montréal-Nord, Mont-Royal, Saint-Léonard, Verdun, Montréal-Ouest, Lasalle et cité de Côte-Saint-Luc
-et-
Ville de Saint-Laurent

1 Cette décision a été corrigée.

***Quatre requêtes, dont deux reçues au cours de l'exercice 1983-1984, et deux, en 1986-1987, ont fait l'objet d'un désistement et impliquaient les municipalités et la corporation suivantes:***

— Ville de Maniwaki
-et-
Municipalité de Déléage

— Municipalité de Saint-Patrice-de-Rivière-du-Loup
-et-
Parc de l'amitié

— Paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon
-et-
Ville de Saint-Gabriel

— Ville de Loretteville
-et-
Ville de Québec

## 5.5 Permis d'évaluateur

Aux termes de l'article 22 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), la Commission est habilitée à délivrer des permis pour agir à titre d'évaluateur.

**Permis d'évaluateur**

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Demandes reçues | 1 | — | 1 |
| Demandes agrées | 1 | — | — |
| Demandes refusées | — | — | 1 |
| Désistements | — | — | — |

## 5.6 Relevé général des décisions rendues par la C.M.Q. sur les requêtes et permis (auditions publiques)[1]

| Mois | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Avril | 21 | 11 | 11 |
| Mai | 19 | 22 | 13 |
| Juin | 19 | 26 | 13 |
| Juillet | 20 | 26 | 13 |
| Août | 29 | 32 | 19 |
| Septembre | 27 | 27 | 22 |
| Octobre | 24 | 36 | 23 |
| Novembre | 28 | 17 | 19 |
| Décembre | 41 | 14 | 17 |
| Janvier | 22 | 12 | 14 |
| Février | 19 | 8 | 15 |
| Mars | 20 | 6 | 14 |
| **Total global** | **289** | **237** | **193** |

1 Ce relevé englobe toutes les décisions qui font l'objet des sous-chapitres 5.1 à 5.4 (pouvoirs quasi judiciaires) et 5.5 (pouvoirs administratifs)

# Chapitre 6
# Tutelle des municipalités

## 6.1 Mise en tutelle

Une municipalité peut être déclarée en défaut ou être assujettie au contrôle de la Commission municipale, c'est-à-dire être placée sous sa tutelle, si l'une ou l'autre des situations qui suivent se présente.

**1. Une municipalité peut être déclarée en défaut :**

***1.1 lorsqu'elle n'a pas acquitté à échéance les intérêts et le principal d'un emprunt;***

***1.2 lorsqu'elle a cessé d'acquitter généralement ses dettes courantes à l'échéance;***

***1.3 lorsqu'elle a négligé pendant plus de 30 jours de satisfaire à un jugement définitif la condamnant à payer une somme d'argent.***

Chaque fois que l'un ou l'autre de ces trois événements survient, la Commission municipale, de sa propre initiative, peut s'adresser à la Cour supérieure pour faire déclarer la municipalité en défaut. Elle est obligée de s'adresser à cette cour lorsque la demande lui en est faite par la municipalité elle-même, ou par des créanciers détenant contre elle des créances représentant au moins 25 % de la dette totale de la municipalité. (L.R.Q., c. C-35, a. 38)

***2. Une municipalité peut être assujettie au contrôle*** de la Commission municipale lorsque son conseil est dans l'impossibilité de fait d'administrer ses affaires depuis plus de 30 jours, bien qu'il y ait en fonction un nombre suffisant de membres pour former quorum et qu'il apparaît à la Commission qu'il est d'intérêt public de mettre fin à cette situation. Cette décision de la Commission doit être confirmée par la Cour supérieure pour entrer en vigueur. (L.R.Q., c. C-35, a. 46.)

***3. Une municipalité peut être assujettie au contrôle de la Commission municipale*** par le Gouvernement à l'occasion d'une demande d'enquête de celui-ci sur l'administration de la municipalité. (L.R.Q., c. C-35, a. 45.)

***4. Une municipalité nouvellement constituée à l'occasion*** d'une fusion peut également être assujettie au contrôle de la Commission municipale par le Gouvernement, lorsque la Commission lui fait rapport qu'il est nécessaire d'agir ainsi pour la bonne administration des affaires de cette municipalité. (L.R.Q., c. R-19, a. 21.)

***5. Une municipalité devient assujetttie au contrôle de la Commission municipale*** lorsqu'un jugement de la Cour provinciale annule l'élection de la majorité des membres d'un conseil sans déclarer d'autres personnes dûment élues en nombre suffisant pour que le conseil puisse siéger valablement. (L.R.Q., c. C-19, a. 309, p. 13.)

## 6.2 Cessation de tutelle

Toutes les tutelles, à l'exception de celles qui sont imposées par le Gouvernement à l'occasion ou à la suite d'une demande d'enquête sur l'administration d'une municipalité ou qui résultent d'un jugement de la Cour annulant l'élection de la majorité des membres d'un conseil, cessent lorsque la Commission municipale est d'opinion qu'il n'y a plus lieu de considérer la municipalité en défaut.

À la demande de la municipalité, la cessation de la tutelle peut n'être que partielle, en ce sens que la Commission peut continuer à exercer son contrôle sur certaines activités municipales.

Une tutelle imposée par le Gouvernement, à l'occasion ou à la suite d'une enquête qu'il a commandée sur l'administration d'une municipalité, cesse à l'expiration des 30 jours qui suivent la remise du rapport au Gouvernement, à moins que celui-ci décide de la prolonger pour la période qu'il détermine.

Une tutelle découlant d'un jugement de la Cour annulant l'élection de la majorité des membres d'un conseil cesse au moment du prononcé d'un jugement de la Cour d'appel renversant le jugement de première instance ou lors de l'entrée en fonction des personnes qui remplacent celles dont l'élection a été annulée, si le jugement est maintenu, s'il n'y a pas eu appel ou si l'appel n'a pas été poursuivi.

Lorsqu'une municipalité cesse d'être en tutelle, elle reprend tous ses pouvoirs. (L.R.Q., c. C-35, a. 45 et a. 57.)

## 6.3 Contrôle des municipalités en tutelle

1. Tant que dure une tutelle, aucune action, exécution ou autre procédure ne peut être commencée ou continuée contre la municipalité, sans l'autorisation de la Commission municipale; (a. 44)

2. La Commission doit approuver, au préalable, tous les contrats d'exécution de travaux municipaux; (a. 48*a*)

3. Tous les fonds perçus par la municipalité doivent être déposés dans une banque au nom de la Commission municipale, en fiducie pour la municipalité, et tous les chèques tirés sur ce compte doivent être contresignés par le représentant de la Commission; (a. 48*b*)

4. La Commission fixe chaque année le taux et le montant des taxes, licences ou permis ainsi que le prix pour les services municipaux;

À défaut par le conseil municipal d'imposer les taxes, licences, permis ou prix dans le délai fixé par la Commission, cette dernière les impose en lieu et place du conseil municipal.

Après un avis préalable de 30 jours, la Commission prélève elle-même toute taxe spéciale que refuse ou néglige de prélever le conseil municipal; (a. 48*c*)

5. Lorsqu'une municipalité en tutelle refuse ou néglige de faire ou d'exécuter dans le délai fixé par la Commission un acte que celle-ci lui commande, la Commission est substituée de droit à la municipalité pour poser cet acte; (a. 48*d*)

6. Le budget d'une municipalité en tutelle requiert l'approbation de la Commission pour entrer en vigueur; (a. 48*f*)

7. La nomination ou la suspension sans traitement par le conseil ou la destitution des fonctionnaires ou employés d'une municipalité en tutelle est sans effet tant qu'elle n'est pas approuvée par la Commission; (a. 48*g*)

La Commission peut, par un avis donné à la municipalité, se réserver le pouvoir exclusif de nommer, suspendre sans traitement et destituer les fonctionnaires et employés; (a. 48*g*)

8. Les achats et les ventes d'immeubles par une municipalité en tutelle requièrent l'intervention de la Commission dans l'acte; (a. 48*h* et a. 48*i*)

9. La Commission peut intervenir dans toute cause commencée ou intentée contre une municipalité en tutelle; (a. 48*j*)

10. Aucune décision du conseil d'une municipalité en tutelle n'entre en vigueur et ne devient exécutoire avant que la Commission n'ait approuvé le procès-verbal de la séance au cours de laquelle elle a été prise; (a. 48*k*)

11. Tout fonctionnaire ou employé d'une municipalité en tutelle qui autorise une dépense d'argent ou un paiement sans l'autorisation de la Commission est personnellement responsable de la dépense ainsi autorisée ou payée; (a. 51)

12. La Commission peut intenter des procédures judiciaires pour empêcher ou arrêter l'exécution de tout projet ou travaux qu'elle n'a pas approuvés lorsque cette approbation est requise; (a. 52)

13. La Commission peut ester en justice au nom d'une municipalité en tutelle, sans être tenue d'obtenir le consentement de celle-ci; (a. 53)

14. La Commission peut ratifier ou confirmer tout plan de réorganisation financière soumis par une municipalité en défaut et intéressant ses créanciers; (a. 54)

15. Une municipalité en tutelle peut, avec l'approbation de la Commission municipale et le ministre des Affaires municipales, consolider les arrérages de taxes; (a. 55)

16. La Commission peut ordonner à un fonctionnaire ou un employé de la municipalité ou à toute autre personne qu'elle désigne de procéder à la vente pour défaut du paiement des taxes des immeubles qu'elle indique. (a. 61)

### 6.4 Municipalités en tutelle au 1er avril 1987

#### — *Ville de Schefferville*

La tutelle de la ville de Schefferville a été décrétée par le Gouvernement en raison d'une enquête ordonnée sur les revenus ou les recettes de la ville de Schefferville pour la partie écoulée de l'année 1986, y compris tout montant à recevoir ainsi que sur les dépenses de la ville lors de cette période (décret numéro 1789-86 du 3 décembre 1986). L'assujettissement de la ville de Schefferville au contrôle de la Commission municipale du Québec a été prolongé par le Gouvernement jusqu'au 1er janvier 1988 (décret numéro 1302-87) et jusqu'au 1er juillet 1988 (décret numéro 1902-87).

### 6.5 Municipalités mises en tutelle entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988

#### — *Ville de Chibougamau*

La tutelle de la ville de Chibougamau a été décrétée par le Gouvernement en raison d'une enquête ordonnée sur certains aspects de l'administration de la ville de Chibougamau pour la période débutant le 1er janvier 1981 (décret numéro 1523-87 du 30 septembre 1987).

## 6.6 Relevé général des résolutions administratives adoptées par la Commission lors des tutelles

| Numéro des articles de la Loi sur la C.M.Q. | Nombre | | |
|---|---|---|---|
| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
| a. 39 | — | — | 9 |
| a. 44 | 4 | 2 | 2 |
| a. 48*d* | 3 | — | — |
| a. 48*f* | — | — | — |
| a. 48*g* | 15 | 16 | 18 |
| autres | 105 | 17 | 77 |
| **Total global** | **127** | **35** | **106** |

## 6.7 Procès-verbaux des municipalités sous tutelle

**Lors des tutelles, la Commission doit se prononcer sur plusieurs procès-verbaux soumis par les municipalités concernées et comportant un grand nombre de résolutions.**

| | 1985-1986 | 1986-1987 | 1987-1988 |
|---|---|---|---|
| Procès-verbaux | 57 | 10 | 47 |
| Résolutions | 592 | 81 | 557 |

# Chapitre 7
# Administration de municipalités sans conseil

## 7.1 Loi sur la Commission municipale (a. 100)

« Lorsqu'un conseil municipal ne peut plus siéger valablement, la Commission peut, tant que dure la situation, adopter par résolution toute mesure qu'elle juge nécessaire pour l'administration de la municipalité.

Dans le cas prévu au premier alinéa, lorsque le maire et le maire suppléant sont empêchés d'agir ou que leur poste est vacant, la Commission ou la personne qu'elle désigne à cette fin peut exercer les fonctions du maire.

Les actes ainsi posés ont le même effet, à tous égards, que si le conseil ou
le maire avait agi lui-même. »
(1970, c. 45, a.9; 1985, c. 27, a.74; 1987, c. 93, a.5)

## 7.2 Relevé général des interventions (résolutions administratives) de la Commission (a. 100)

| 1985-1986 Municipalités | Nombre de résolutions |
|---|---|
| Gagnon | 21 |
| Haute-Maurice, sd | 14 |
| Notre-Dame-du-Lac | 96 |
| Rivière-Saint-Jean, sd | 26 |
| Saint-Côme-de-Kennebec, p | 21 |
| Saint-Didace, p | 42 |
| Saint-Georges | 9 |
| Saint-Sylvère, sd | 4 |
| **Total global** | **233** |

| 1986-1987 Municipalités | Nombre résolutions |
|---|---|
| Baie-Comeau | 4 |
| Chambly | 170 |
| Gagnon | 6 |
| Lac-Carré, vl | 5 |
| Pohénégamook | 119 |
| Rivière Saint-Jean,sd | 33 |
| Saint-Basile-le-Grand | 34 |
| Saint-Étienne-des-Grès, p | 9 |
| Saint-Mathias, p | 15 |
| Saint-Ulric-de-Matane, p | 9 |
| Sainte-Agathe, p | 8 |
| **Total global** | **412** |

| 1987-1988 Municipalités | Nombre de résolutions |
|---|---|
| Chambly | 9 |
| Gagnon | 1 |
| Posonby, ct | 15 |
| Rivière Saint-Jean, sd | 26 |
| **Total global** | **51** |

## 7.3 Autres résolutions administratives

La Commission municipale du Québec a adopté une autre résolution administrative en 1987-1988, afin de permettre l'application de l'article 100 de sa loi constitutive.

# Chapitre 8
# Les enquêtes de la Commission

## 8.1 Compétence

### *8.1.1 Pouvoir général d'enquête*

Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, la Commission peut, par elle-même ou par toute personne que désigne le président, enquêter sur toute matière de sa compétence [ ... ] (L.R.Q., c. C-35, a. 8)

### *8.1.2 Pouvoirs spéciaux d'enquête*

**— Administration financière**

« La Commission peut de sa propre initiative et doit, si demande lui en est faite par le ministre, faire une enquête sur l'administration financière d'une municipalité. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.1, 1er alinéa)

**— Tout aspect de l'administration**

« Elle doit aussi faire enquête, chaque fois que demande lui en est faite par le gouvernement, sur tout aspect de l'administration qu'il indique. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.1, 2e alinéa)

**— Travaux utiles à plusieurs municipalités**

« La Commission peut faire enquête à la demande de toute municipalité intéressée lorsqu'il y a lieu dans l'intérêt public d'exécuter des travaux utiles à plusieurs municipalités. » (L.R.Q., c. C-35, a. 22.2, 1er alinéa)

## 8.2 Pouvoirs des enquêteurs

« Pour les fins d'une enquête que la Commission est autorisée à faire, chacun de ses membres et tout enquêteur délégué par elle sont investis des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37). » (L.R.Q., c. C-35, a. 23, 1er alinéa)

Selon cette loi, les commissaires peuvent, par tous les moyens légaux qu'ils jugent les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation leur a été déférée.

La majorité des commissaires doit assister et présider à l'examen des témoins et les commissaires ou la majorité d'entre eux ont, en ce qui concerne les procédures de cet examen, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure siégeant en terme.

Les commissaires peuvent assigner des témoins et les enjoindre de produire des documents.

Le refus, sans raison valable, de comparaître, de prêter serment, de témoigner ou de produire des documents, rend passible de sanctions.

## 8.3 Déroulement des enquêtes

**— Administration de la preuve**

La Cour d'appel, dans l'affaire Ville de Beloeil et Commission municipale du Québec (1975, R.D.T. 245), s'est exprimée ainsi :

« La Commission municipale doit respecter les règles fondamentales de justice, mais il faut bien se garder d'imposer un Code de procédure à un organisme que la loi a voulu rendre maître de sa procédure. Il faut donc accorder une assez grande latitude à la Commission municipale chargée d'une enquête et qui est un organisme qui rend des décisions quasi judiciaires. Elle s'occupe de questions pratiques et doit juger selon l'équité et le bon sens. »

La Cour d'appel a voulu démarquer ainsi la différence fondamentale qui existe entre une enquête tenue par un organisme possédant des pouvoirs quasi judiciaires et un procès se déroulant devant une cour de justice.

Néanmoins, la Commission adopte en pratique dans toutes ses enquêtes une procédure identique à celle qui prévaut devant les cours de justice pour les matières contentieuses en permettant, notamment, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire sans personne interposée.

Il y a une exception à cette pratique, cependant, car une telle procédure n'est pas appliquée à l'occasion de la tenue des enquêtes sur l'administration des municipalités à la demande du Gouvernement. Dans ces enquêtes, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire ne sont permis que dans la mesure jugée appropriée par les commissaires.

Lors des auditions pour entendre des appels interjetés à la suite d'une destitution ou d'une réduction de traitement, la municipalité est appelée à faire sa preuve la première vu qu'elle n'est pas tenue de mentionner dans la résolution les motifs pour lesquels la décision est prise.

**— Sténographie**

Il n'y a pas de sténographe lors des enquêtes de la Commission, sauf s'il s'agit d'enquêtes sur l'administration des municipalités.

Toutefois, les parties peuvent, avec l'autorisation de la Commission, se faire accompagner du sténographe de leur choix et en assumer les frais.

### 8.4 Aboutissement des enquêtes

Les enquêtes en matière quasi judiciaire conduisent à une décision finale qui lie les parties.

Les enquêtes en matière administrative débouchent, selon leur nature, sur une décision finale ou sur la présentation d'un rapport.

### 8.5 Enquêtes terminées en cours d'exercice

L'enquête sur la municipalité ci-dessous mentionnée était terminée à la fin de l'exercice 1987-1988.

Depuis le 3 décembre 1986
**Ville de Schefferville**
Décret numéro 1789-86

«**ATTENDU QU'**en vertu du dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 22 de la loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), la Commission municipale du Québec doit faire enquête chaque fois que demande lui en est faite par le gouvernement sur tout aspect de l'administration qu'il indique;

**ATTENDU QU'**en vertu du projet de loi 67 sanctionné le 19 juin 1986 concernant la ville de Schefferville, la ville cesse d'exister à compter de la date déterminée par le gouvernement et que le ministre des Affaires municipales assume à compter de la date où la ville cesse d'exister les obligations de celle-ci à l'égard des créanciers et ses droits à l'égard des débiteurs;

**ATTENDU QU'**il y a lieu de connaître les recettes, revenus et dépenses pour l'année en cours, d'étudier le montant et la nature des dettes à payer et des montants à recevoir avant que cette ville cesse d'exister;

**ATTENDU QU'**il y a lieu de décréter une enquête sur les revenus ou recettes de la ville de Schefferville pour la partie écoulée de l'année 1986, y compris tout montant à recevoir ainsi que sur les dépenses de la ville lors de cette période.

**IL EST ORDONNÉ,** sur la proposition du ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

**QU'**une demande soit faite à la Commission municipale du Québec de tenir sans délai une enquête sur les revenus ou les recettes de la ville de Schefferville pour la partie écoulée de l'année 1986, y compris tout montant à recevoir ainsi que sur les dépenses de la ville lors de cette période.

### 8.6 Enquêtes en cours d'exercice

L'enquête sur la municipalité ci-dessous mentionnée a été décrétée au cours du présent exercice 1987-1988.

Depuis le 30 septembre 1987
**Ville de Chibougamau**
Décret numéro 1522-87

**ATTENDU QU'**en vertu du dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 22 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35), la Commission municipale du Québec doit faire enquête chaque fois que demande lui en est faite par le gouvernement sur tout aspect de l'administration qu'il indique;

**ATTENDU QU'**il est opportun de tenir une enquête sur divers aspects de l'administration de la ville de Chibougamau;

**IL EST ORDONNÉ,** sur la proposition du ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

**QU'**une demande soit faite à la Commission municipale du Québec de tenir sans délai une enquête sur les aspects suivants de l'administration de la ville de Chibougamau pour la période débutant le 1er janvier 1981:

- les soumissions et les travaux de rénovation au garage municipal;
- la construction du camping municipal et la convention entre le centre Obalski inc. et la ville de Chibougamau;
- les contrats d'entretien du réseau électrique;
- le développement de la rue Christophe-Colomb;
- l'installation des pylones au monte-pente du Mont Chalco;
- la construction du kiosque d'information touristique;
- la construction des estrades sur le terrain de balle;
- la cueillette des ordures ménagères;
- le contrat du ramonage des cheminées;
- les taxes du Club de curling de Chibougamau inc.;
- les contrats de la ville en regard de la déclaration des intérêts financiers des élus;
- les pièces justificatives et les comptes de dépenses des membres du conseil;
- les achats et leur autorisation;
- l'utilisation des surplus annuels de la ville.»

### 8.7 Enquêtes à l'égard de regroupements municipaux

L'article 9 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (L.R.Q., c. R-19) se lit comme suit:

«**9.** Toute personne intéressée au sens de l'article 6 qui s'oppose au principe de la fusion ou aux modalités de la requête commune peut, dans les trente jours qui suivent la dernière publication de l'avis prévu à cet article, faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

Si une opposition lui est parvenue suivant le premier alinéa, ou si le ministre le requiert, la Commission doit tenir une enquête publique aux fins d'entendre les intéressés.

Après enquête, la Commission fait rapport au ministre et transmet copie de son rapport à chacune des municipalités visées par la requête conjointe.

Elle peut également recommander au ministre d'ordonner, suivant l'article 12, la consultation des personnes habiles à voter de toute municipalité visée par la requête conjointe.»

***La Commission municipale du Québec a reçu au cours du présent exercice financier deux demandes pour la tenue d'une enquête sur la fusion des municipalités suivantes:***

— Village et paroisse de Saint-Paulin —et— canton de Hunterstown

— Ville de Témiscaming —et— corporation municipale de Letang

***La Commission a fait rapport au ministre des Affaires municipales du Québec d'une telle enquête à l'égard des deux demandes reçues au cours du présent exercice financier.***

### 8.8 Enquête en vertu de l'article 22.1 de la Loi sur la Commission municipale

L'article 22.1 de la Loi sur la Commission municipale se lit comme suit:

«22.1 La Commission peut de sa propre initiative et doit, si demande lui en est faite par le ministre, faire une enquête sur l'administraion financière d'une municipalité. [ ... ]»

***La Commission municipale a été saisie d'une demande d'enquête au cours du présent exercice de la part du ministre des Affaires municipales:***

— Sur l'organisation et le fonctionnement du service de l'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal et ce en date du 2 février 1988.

### 8.9 Enquête en vertu des articles 64.1 à 64.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) se lisant comme suit:

«**64.1** Est assujetti aux articles 64.2 à 64.11:

1° L'exploitant d'un lieu d'élimination des déchets visé par un règlement adopté en vertu du paragraphe e[1]. du premier alinéa de l'article 70 ou, en l'absence d'un tel règlement, l'exploitant d'un lieu d'élimination des déchets situé dans un territoire visé par un règlement adopté en vertu du paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 70;

2° Le titulaire d'un permis spécial visé à l'article 67.

**64.2** L'exploitant d'un lieu d'élimination des déchets peut exiger pour ses services soit les prix indiqués dans le tarif publié conformément à l'article 64.3 et en vigueur, soit ceux fixés par la Commission municipale du Québec.

**64.3** Au moins 45 jours avant la date de son entrée en vigueur, l'exploitant publie son tarif ou toute modification de celui-ci dans un quotidien diffusé dans le territoire qu'il dessert ou, à défaut de quotidien diffusé dans ce territoire, dans un quotidien diffusé dans le territoire le plus rapproché.

L'exploitant publie en même temps un avis indiquant la date prévue pour l'entrée en vigueur du tarif ou de toute modification de celui-ci et mentionnant le recours prévu à l'article 64.4

**64.4** La Commission peut, sur demande de toute personne ou municipalité, modifier tout ou partie des prix publiés par l'exploitant. Elle peut également enquêter sur toute question relative à cette demande.»

À cette fin, la Commission possède les mêmes pouvoirs et jouit des mêmes immunités que ce qui est prévu à la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35).

***La Commission a été saisie de la requête*** de la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Ile de Montréal, des villes d'Anjou, Outremont, Kirkland, Saint-Laurent, Verdun, Dorval, Hampstead, Montroyal, Lachine, Saint-Léonard, Saint-Bruno-de-Montarville, Greenfield Park, Lemoyne, Saint-Lambert, Montréal-Nord, Boucherville, Saint-Hubert, Laprairie, Lasalle, Laval, Brossard, Longueuil et Roxboro, de la cité de Côte-Saint-Luc, de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Ile Bizard, du village de McMasterville, de la municipalité régionale de comté de la Vallée du Richelieu et de Paul Renaud Transport enr., à l'encontre de la tarification exigée par la ville de Montréal pour l'élimination des déchets (Carrière Miron); ***elle a rendu une décision à l'effet de fixer provisoirement les taux, et ce en date du 8 janvier 1988.***

Gouvernement du Québec
**Commission municipale du Québec**